COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 10-16 Octobre 2015

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommaire

Economie 3

Pêche.....10

Développement Durable.....32

Connectivité aérienne.....39

Environnement.....44

Santé.....49

Tourisme.....55

Biodiversité.....57

Connectivité numérique.....58

Economie

NATION Al-watwan N° 2777 du lundi 12 octobre 2015 Page 2

Sud-ouest de l'Océan indien : l'Afd soutient le secteur privé des pays de la Coi

Coopération. *Le programme consiste à outiller efficacement les opérateurs économiques et leur permettre «d'exploiter ensemble les opportunités d'affaires régionales et internationales pour améliorer leur insertion dans le commerce mondial», selon le communiqué de presse conjoint de l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'Océan indien et de l'Agence française de développement.*

L'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'Océan indien (Uccioi) a officiellement lancé, mercredi 7 octobre à Port Louis à Maurice, le Programme de renforcement des capacités commerciales dans l'Océan indien (Prcc-oi). La cérémonie a eu lieu au siège de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice.

Ce programme, financé à hauteur de 2,4 millions d'euros par l'Agence française de développement (Afd), entend promouvoir le partenariat régional dans la zone. Il s'agit d'outiller efficacement les opérateurs économiques et leur permettre «*d'exploiter ensemble les opportunités d'affaires régionales et internationales pour améliorer leur insertion dans le commerce mondial*», lit-on dans le communiqué de presse conjoint de l'Uccioi et de l'Afd.

Nécessaire coopération

Le président de l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des Comores (Uccia), Fahami Thabit, a déclaré que cette initiative allait aider les entreprises «*de nos territoires exigus dans leur démarche, pour atteindre la masse critique nécessaire et répondre, de manière complémentaire et complète, aux nombreuses opportunités régionales mais surtout internationales*».

Pour lui, «*la coopération économique est nécessaire pour que nos entreprises soient prêtes à aller ensemble vers ce gros marché, fort de 630 millions de consommateurs*».

De son côté le directeur de l'Afd à Maurice, Matthieu Discour, est revenu sur l'importance qu'il y a à placer le secteur privé au coeur du développement économique. Le fait que l'Afd soit le premier bailleur de l'Uccioi montre qu'elle «*participe à soutenir les dispositifs de coopération institutionnelle entre les organisations du secteur privé et à la structuration régionale de secteurs d'avenir, tels que les Technologies de l'information et de la communication (TIC), l'écotourisme, la gestion et la valorisation des déchets et les métiers portuaires*».


A droite Fahami Thabit

Les deux accords ont été paraphés par l'Uccioi lors de cette cérémonie. Le premier, signé avec le président de l'Association des ports des îles de l'Océan indien (Apioi), est axé sur la «*mise en œuvre d'actions concrètes pour améliorer la productivité des métiers portuaires dans la région à travers la formation*». Le deuxième accord vise à améliorer l'offre écotouristique de la destination Iles Vanille.

AM

info RÉUNION.NET

PRCC-OI : Programme de renforcement des capacités commerciales dans l'océan Indien

9 Octobre 2015

Port Louis, le 7 octobre 2015 – C'est au sein de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Maurice que s'est tenue la cérémonie officielle de lancement du Programme de renforcement des capacités commerciales dans l'océan Indien (PRCC-OI).



Ce programme, mis en œuvre par l'Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI) grâce à un soutien de 2.4 millions d'euros de l'Agence française de développement (AFD), place les partenariats régionaux au centre de ses objectifs. Il s'agit de mettre à disposition des opérateurs économiques de l'Union des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de La Réunion et des Seychelles les outils nécessaires pour exploiter ensemble les opportunités d'affaires régionales et internationales pour améliorer leur insertion dans le commerce mondial.

Pour Fahmy THABIT, Président de l'UCCIOI, les actions menées à travers le projet contribueront fortement à supporter les entreprises de « nos territoires exigus dans leur démarche, pour atteindre la masse critique nécessaire pour répondre, de manière complémentaire et complète, aux nombreuses opportunités régionales mais surtout internationales ». Monsieur THABIT a notamment fait référence à la zone de libre-échange Tripartite, instituée en juin dernier : « la coopération économique est nécessaire pour que nos entreprises soient prêtes à aller ensemble vers ce gros marché, fort de 630 millions de consommateurs ».

Matthieu DISCOUR, Directeur de l'AFD à Maurice, a souligné l'importance de placer le secteur privé au centre du développement économique. L'AFD s'emploie à traduire cette conviction dans leur stratégie d'appui au développement dans l'océan Indien. En étant le premier bailleur à apporter un soutien aussi conséquent à l'UCCIOI, elle participe à soutenir les dispositifs de coopération institutionnelle entre les organisations du secteur privé et à la structuration régionale de secteurs d'avenir, tels que le les Technologies de l'information et de la communication (TIC), l'écotourisme, la gestion et la valorisation des déchets et les métiers portuaires.

La cérémonie de lancement a été marquée par la signature de deux accords de coopérations dans le cadre de la structuration de ces secteurs porteurs. L'UCCIOI a signé un accord de coopération avec le Président de l'Association des ports des îles de l'océan Indien (APIOI), d'une part, et le Directeur de l'Association des Iles Vanille, d'autre part. Ces accords portent respectivement sur la mise en œuvre d'actions concrètes pour améliorer la productivité des métiers portuaires dans la région à travers la formation et améliorer l'offre écotouristique de la destination Iles Vanille.

http://www.inforeunion.net/PRCC-OI-Programme-de-renforcement-des-capacites-commerciales-dans-l-ocean-Indien_a12104.html



Nagarajan.

L'AFD APPORTE SON SOUTIEN FINANCIER AU PRCC-OI

2,4 millions d'euros. C'est le financement apporté par l'Agence française de Développement (AFD) dans le cadre du Programme de renforcement des capacités commerciales dans l'océan Indien (PRCC-OI). Ce programme a été conçu par l'Union des Chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI). Son objectif : mettre à la disposition des opérateurs économiques de l'Union des Comores, de Madagascar, de Mayotte, de Maurice, de La Réunion et des Seychelles les outils nécessaires pour exploiter les opportunités d'affaires régionales et internationales tout en facilitant leur insertion dans le commerce mondial.

Bug mag 14-20 Oct N°

PLEINS FEUX SUR



le mauricien

actualité

OCÉAN INDIEN | Sous l'égide de l'UCCIOI

Le programme de renforcement des capacités commerciales lancé

Appui financier d'environ Rs 98 M de l'AFD pour ce projet

Le Programme de Renforcement des Capacités Commerciales dans l'océan Indien (PRCCOI) conclu entre l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'océan Indien (UCCIOI) et l'Agence française de développement (AFD) a été lancé mercredi dernier au siège de la Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI). Ce programme bénéficie de l'appui financier de l'AFD à hauteur de 2,4 millions d'euros (environ Rs 98 millions).

Créée en 2005, l'UCCIOI regroupe des organisations des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de La Réunion et des Seychelles. À la MCCI, qui abrite le siège de l'UCCIOI, on est d'avis que le PRCCOI contribuera à doter l'Union de capacités pérennes pour mettre en œuvre et suivre divers projets régionaux. Hélène Echevin, présidente de la MCCI, a évoqué dans son allocution des projets de renforcement de la plate-forme business et du réseau de partenariats industriels, le développement des métiers portuaires et des filières dans les secteurs des TIC, la gestion des déchets et du tourisme. « *C'est un nouveau destin qui émerge pour la région océan Indien* », dit-elle.

Pour le président de l'UCCIOI, Fahmy Thabit, les pays représentés au sein de l'Union disposent d'un environnement régional propice à des perspectives économiques favorables tant au niveau intrarégional qu'international. Cependant, a-t-il souligné, le défi pour les opérateurs économiques des pays concernés est « *l'atteinte de la masse critique, nécessaire pour répondre à ces opportunités de la manière la plus complète* ». « *La coopération privée est donc nécessaire pour favoriser non seulement des partenariats et le développement des échanges économiques et commerciaux, mais aussi pour rendre la région plus attractive et compétitive* ».

Fahmy Thabit est d'avis que le PRCCOI donne à l'Union les moyens nécessaires « *pour construire les fondements d'une coopération structurée et orientée vers la facilitation de partenariats durables entre opérateurs régionaux* ». À cet effet, des accords de coopération entre l'UCCIOI et l'Association des Ports des îles de l'océan Indien, d'une part, et l'Association des îles Vanille, d'autre part, ont été signés. Ces accords portent sur le développement des métiers portuaires et de l'écotouristique.

Pour le directeur de l'AFD à Maurice, Matthieu Discour, le soutien financier apporté par l'agence au PRCCOI témoigne de l'attachement de celle-ci à la coopération régionale. L'AFD, a-t-il annoncé, a élaboré une stratégie de coopération et d'intégration régionale dans la zone océan Indien, soutenant, entre autres, la Commission de l'océan Indien et assurant son engagement financier aux pays de la zone. Le montant total de l'aide de l'AFD depuis 2007 a atteint plus de 4,8 milliards d'euros.

Matthieu Discour a indiqué qu'en sus de son soutien à la coopération institutionnelle entre les organisations du secteur privé de la région, l'AFD va appuyer des projets ciblés de développement des capacités commerciales, ainsi que la mise à disposition d'outils de financement à vocation régionale. « *Le projet de l'UCCIOI est un projet ambitieux qui témoigne de cette dynamique régionale. Son mode d'intervention, qui privilégie les approches collaboratives et la structuration de filières, permettra la réalisation d'un ensemble d'actions ciblées et concrètes notamment dans le secteur des TIC, dans la gestion et le traitement des déchets, dans le secteur touristique avec le développement d'une offre régionale d'écotourisme et de tourisme équitable et solidaire, et sur la formation des métiers maritimes* », a-t-il précisé.

Saluant l'initiative de l'UCCIOI et de l'AFD, l'ambassadeur de France, Laurent Garnier, a souhaité qu'elle débouche sur des échanges commerciaux accrus, notant avec regret que le commerce interîles n'est pas à la hauteur de ce qu'il devrait être.



le mauricien

actualité | générale

vendredi 9 octobre 2015 7

OCÉAN INDIEN | Sous l'égide de l'UCCIOI

Le programme de renforcement des capacités commerciales lancé

Appui financier d'environ Rs 98 M de l'AFD pour ce projet

Laurent Garnier, Étienne Sinatambou, Fahmy Thabit, Hélène Echevin et Matthieu Discour (de gauche à droite)

Le Programme de Renforcement des Capacités Commerciales dans l'océan Indien (PRCCOI) conclu entre l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'océan Indien (UCCIOI) et l'Agence française de développement (AFD) a été lancé mercredi dernier au siège de la Mauritius Chamber of Commerce and Industry (MCCI). Ce programme bénéficie de l'appui financier de l'AFD à hauteur de 2,4 millions d'euros (environ Rs 98 millions).

Créée en 2005, l'UCCIOI regroupe des organisations des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de La Réunion et des Seychelles. À la MCCI, qui abrite le siège de l'UCCIOI, on est d'avis que le PRCCOI contribuera à doter l'Union de capacités pérennes pour mettre en œuvre et suivre divers projets régionaux. Hélène Echevin, présidente de la MCCI, a évoqué dans son allocution des projets de renforcement de la plate-forme business et du réseau de partenariats industriels, le développement des métiers portuaires et des filières dans les secteurs des TIC, la gestion des déchets et du tourisme. « *C'est un nouveau destin qui émerge pour la région océan Indien* », dit-elle.

Pour le président de l'UCCIOI, Fahmy Thabit, les pays représentés au sein de l'Union disposent d'un environnement régional propice à des perspectives économiques favorables tant au niveau intrarégional qu'international. Cependant, a-t-il souligné, le défi pour les opérateurs économiques des pays concernés est « *l'atteinte de la masse critique, nécessaire pour répondre à ces opportunités de la manière la plus complète* ». « *La coopération privée est donc nécessaire pour favoriser non seulement des partenariats et le développement des échanges économiques et commerciaux, mais aussi pour rendre la région plus attractive et compétitive* ».

Fahmy Thabit est d'avis que le PRCCOI donne à l'Union les moyens nécessaires « *pour construire les fondements d'une coopération structurée et orientée vers la facilitation de partenariats durables entre opérateurs régionaux* ». À cet effet, des accords de coopération entre l'UCCIOI et l'Association des Ports des îles de l'océan Indien, d'une part, et l'Association des îles Vanille, d'autre part, ont été signés. Ces accords portent sur le développement des métiers portuaires et de l'écotouristique.

Pour le directeur de l'AFD à Maurice, Matthieu Discour, le soutien financier apporté par l'agence au PRCCOI témoigne de l'attachement de celle-ci à la coopération régionale. L'AFD, a-t-il annoncé, a élaboré une stratégie de coopération et d'intégration régionale dans la zone océan Indien, soutenant, entre autres, la Commission de l'océan Indien et assurant son engagement financier aux pays de la zone. Le montant total de l'aide de l'AFD depuis 2007 a atteint plus de 4,8 milliards d'euros.

Matthieu Discour a indiqué qu'en sus de son soutien à la coopération institutionnelle entre les organisations du secteur privé de la région, l'AFD va appuyer des projets ciblés de développement des capacités commerciales, ainsi que la mise à disposition d'outils de financement à vocation régionale. « *Le projet de l'UCCIOI est un projet ambitieux qui témoigne de cette dynamique régionale. Son mode d'intervention, qui privilégie les approches collaboratives et la structuration de filières, permettra la réalisation d'un ensemble d'actions ciblées et concrètes notamment dans le secteur des TIC, dans la gestion et le traitement des déchets, dans le secteur touristique avec le développement d'une offre régionale d'écotourisme et de tourisme équitable et solidaire, et sur la formation des métiers maritimes* », a-t-il précisé.

Saluant l'initiative de l'UCCIOI et de l'AFD, l'ambassadeur de France, Laurent Garnier, a souhaité qu'elle débouche sur des échanges commerciaux accrus, notant avec regret que le commerce interîles n'est pas à la hauteur de ce qu'il devrait être.

edenDale

Brand Executive

Job Summary
To improve the value of our brands and achieve our revenue growth objectives.

Key Responsibilities
- Plan, develop and implement marketing initiatives and activities to achieve brands objectives both short term and long term.
- Prepare and coordinate events, marketing projects and advertising campaigns.
- Preparation of monthly marketing reports.
- Follow up with sales on monthly demand plan.
- Lead market research efforts and formulate effective marketing strategies.

Ideal Profile
- Required to have core knowledge and understanding of marketing-related subjects such as consumer behaviour, marketing strategy, advertising and market research as well as some knowledge of finance and accounting.
- Creative and updated in the latest marketing trends.
- Strong leadership abilities and strong analytical skills.
- At least 2-3 years of relevant experience in a marketing role.
- University graduate in Marketing.
- Holder of a valid car driving license.

Sales Coordinator

Job Summary
Specialise in selling our products to supermarkets.

Key Responsibilities
- Ensure proper visibility of our products.
- Meet sales targets.
- Monitor customers' sales performance.
- Maintain good working relationship with customers.

Ideal Profile
- Excellent sales and negotiating skills.
- Determination, resilience and the drive to work towards targets.
- Ability to develop in-depth knowledge of our products and markets.
- Good business sense and a professional manner.
- At least 2-3 years of relevant experience in a sales role, preferably in the FMCG sector.
- Holder of a valid car driving license.

Vacancy

Food Service Representative

Job Summary
Specialise in selling our Company products to the food service industry mainly hotels, chefs, bakers, caterers, restaurants and quick service restaurants.

Key Responsibilities
- Grow and develop current customer base.
- Understand customer needs and provide solutions.
- Agreeing sales, prices, contracts and collect payments.
- Ensuring good customer service and follow up.

Ideal Profile
- Excellent sales and negotiating skills.
- Determination, resilience and the drive to work towards targets.
- Ability to develop in-depth knowledge of our products and markets.
- Good business sense and a professional manner.
- At least 2-3 years of relevant experience in a sales role.
- Holder of a valid car driving license.

Applications with a detailed CV should be sent by 20th October 2015 to

The Group Human Resources Manager
Edendale Distributors Ltd
Anse Courtois, Les Pailles
Mauritius

Or

At info@edendale.mu

Only selected candidates will be called for interview.

Thank you for your interest in career opportunities at Edendale Distributors Ltd.

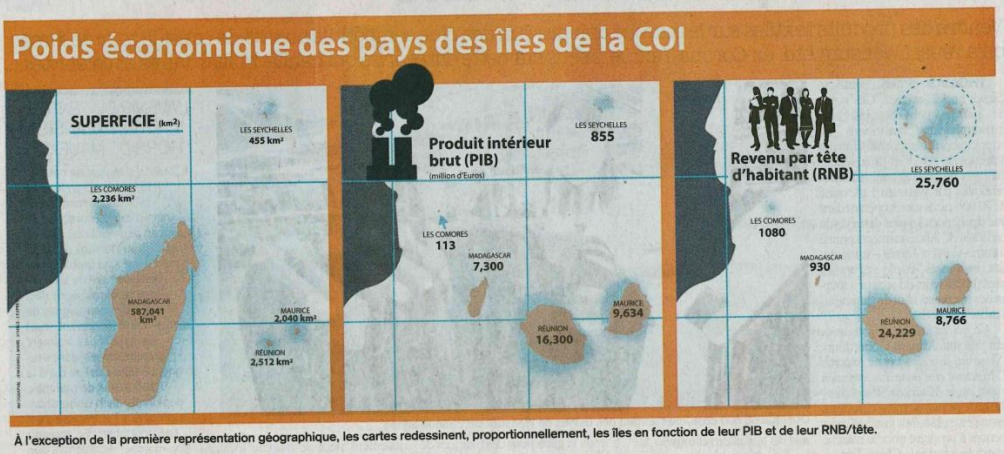
Always ahead

ANALYSE

Indianocéanie contrastée

D'un point de vue géographique, ces îles se situent toutes dans le bassin de l'océan Indien. Mais sur le plan économique, il est difficile de comparer La Réunion, Madagascar, les Seychelles, les Comores et Maurice...

Poids économique des pays des îles de la COI



À l'exception de la première représentation géographique, les cartes redessinent, proportionnellement, les îles en fonction de leur PIB et de leur RNB/tête.

LES îles de l'océan Indien sont, on le sait, assez disparates et très différentes les unes des autres. C'est, bien évidemment, le résultat de cheminements historiques, de circuits de peuplement et de systèmes politiques contrastés, parfois opposés. On sait tous confusément que La Réunion est la plus riche de ces îles, étant un territoire français d'outre-mer, que les Seychelles ont probablement les plages et les lagons les mieux préservés, que Maurice a un bilan de débrouillardise économique sans commune mesure dans la région, que Madagascar est englué dans des complications politiques qui n'en finissent plus et que son potentiel économique est sans doute le plus grand de la région, alors que les Comores en sont à leurs premiers balbutiements dans le voisinage. Mais ce n'est pas tout et le rapport annuel de la Commission de l'océan Indien (COI) permet de rapporter certains des contrastes les moins connus.

Par exemple, saviez-vous que deux pays se targuent d'avoir un taux d'alphabétisation plus élevé que celui de La Réunion, qui est de 88,9 % ? Il s'agit de Maurice, à 89,8 %, et des Seychelles, à 91,8 % et a priori ce constat est contre-intuitif. Les méthodes de mesure du taux d'alphabétisation sont-elles à ce point différentes ?

Si l'on vous demandait quel est le pays qui a la plus forte densité de population dans la région, vous répondriez sans doute : Maurice, et vous auriez raison. À 641 citoyens/km², c'est plus que le double du second, La Réunion, avec 336 citoyens/km².

Statistiques diverses, îles de l'ocean indien

	Population 000	Densité /km²	IDH /187pays	RNB/ ha $ PPA	Chômage %
Comores	764	309	157	1,080	14,3
Réunion	841	336	54	24,229	28,2
Madagascar	22,920	39	151	930	2,3
Maurice	1,261	641	63	8,766	8,0
Seychelles	91	200	71	25,760	2,3

Source : COI, rapport annuel 2014

Tableau I

Par contre, si l'on vous demandait de classifier par RNB/tête (revenu national brut/tête) vous songeriez sans doute à mettre La Réunion en tête, alors que cette île ne se présente qu'en deuxième position (24 229 $) derrière les Seychelles (25 760 $), Maurice n'affichant que 8 766 $ à cet indice. Est-ce l'effet des populations étrangères travaillant aux Seychelles, proportionnellement importantes pour les Seychelles, dont on comptabilise le RNB, alors qu'elles ne font pas partie de la «population» ? Ce classement est à comparer à celui de l'Indice de Développement Humain où La Réunion est 54e sur 187 pays recensés, suivi de Maurice (63e) et des Seychelles, qui n'est plus, alors que 71e… (*Tableau I*)

C'est au niveau du chiffre du chômage que l'on est en droit d'être le plus stupéfait. En effet, aux côtés des 28,2 % de chômage enregistrés à La Réunion, on trouve les 14,3 % des Comores et les 8 % de Maurice. Par contre, les Seychelles, il est vrai avec une population de 91 000 âmes, s'affiche à 2,3 % alors que Madagascar insiste même que son taux de chômage est encore mieux que les 2,3 % déclarés à la Commission de l'océan Indien !

On a peine à le croire, à moins de conclure que la «débrouille» pour ne pas crever de faim est comptabilisée dans la colonne emploi, alors qu'à La Réunion, la faim ne guettant pas, on attend tout simplement l'allocation de chômage si l'on n'a pas un emploi… D'ailleurs, la définition du Bureau international du travail utilisée, en passant, par Statistics Mauritius, alimente cette théorie car la définition du chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois critères, soit :

- qui EST sans emploi, c'est-à-dire qui n'a pas travaillé, au moins UNE HEURE, dans une SEMAINE de référence ;
- qui est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- qui a activement cherché un emploi dans le mois précédent ou qui en a trouvé un qui commence dans moins de 3 mois.

Finalement, nous reproduisons ci-dessus trois cartes régionales qui font contraste. La première est la carte connue, géographique. Les deux autres redessinent, proportionnellement les îles de la région en fonction de leur RNB/tête et de leur produit intérieur brut et donnent ainsi une toute autre perspective régionale.

La surprise principale pourrait être que Maurice, avec 5,5 % de la population et seulement 0,35 % de la surface terrestre de Madagascar, produit 30 % de plus en produit intérieur brut. De quoi ranimer, localement, un peu d'optimisme par ces temps plutôt moroses…

P.F.

Propos recueillis par **Jean-Marc POCHÉ**

Ambassadeur Marjaana Sall — *chef de la délégation européenne à Maurice*

« Priorité sera donnée à l'éducation tertiaire, à l'innovation et à la recherche»

Le nouveau chef de la délégation européenne à Maurice, l'ambassadeur Marjaana Sall, est en poste à Maurice depuis un peu plus d'un mois. Dans une interview accordée au *Mauricien*, elle souligne que l'Union européenne sera le seul partenaire étranger à continuer à accorder des dons à Maurice, même si le pays a atteint la catégorie de "*upper-middle-income economy*". Elle annonce également que l'aide de l'Union européenne à Maurice durant les cinq prochaines années sera axée sur deux secteurs, à savoir l'éducation tertiaire ainsi que l'innovation et la recherche.

Votre première fonction officielle à Maurice a été l'inauguration du festival international de courts-métrages Île Courts. À cette occasion, vous avez souligné l'importance de la relation entre la culture et le développement. Peut-on dire que la culture est une dimension importante de la politique de l'Union européenne ?

J'ai beaucoup aimé cette soirée inaugurale. Pour moi, la culture a un rôle très important à jouer dans toutes les sociétés. Je suis convaincue que la culture est l'épine dorsale de toutes les nations. Elle est très importante pour la cohésion sociale, surtout lorsqu'on arrive à mettre ensemble toutes les cultures. J'ai eu la chance de travailler pendant huit ans dans l'Afrique subsaharienne, dont quatre années en Afrique du Sud et quatre autres au Kenya. Dans tous ces pays, il y a différentes identités culturelles et ethniques. Je comprends que c'est aussi le cas à Maurice. La culture nous rassemble et crée une sensation positive que nous sommes une nation, une culture. La culture est un élément important de notre politique de développement. C'est un vecteur du changement. Vous pouvez changer les priorités et la société à travers la culture. Comme le soutient l'Unesco, la culture est importante pour la société, pour la biodiversité, pour la nature... C'est une bonne façon présenter la culture.

Nous avons tendance à associer l'Union européenne au développement économique. La coopération avec Maurice a-t-elle également une dimension culturelle ?

L'action de l'Union européenne à Maurice a depuis longtemps une dimension culturelle. Notre association au festival international de courts-métrages en est la preuve. Nous avons également été associés au festival de théâtre Passe-Portes cette année. Tous les projets culturels auxquels nous avons été associés nous permettent de nous rapprocher de la population et d'avoir une bonne visibilité de la société.

Le ministre de l'Agro-industrie mauricien ne cache pas ses appréhensions concernant l'abolition des quotas sucriers internes en Europe et la baisse des prix obtenus pour la vente de nos sucres. Que diriez-vous pour rassurer la communauté sucrière à Maurice ?

> « Je suis convaincue que la culture est l'épine dorsale de toutes les nations. Elle est très importante pour la cohésion sociale, surtout lorsqu'on arrive à mettre ensemble toutes les cultures »

Effectivement, j'étais présente à l'ouverture de la réunion consacrée à la recherche dans le domaine sucrier au niveau des pays ACP, financée par l'Union européenne. J'ai entendu le discours du ministre. Nous sommes partenaires de Maurice depuis de longues années. Nous avons été aux côtés de Maurice en ce qui concerne le programme de réforme sucrière. Maurice a reçu une aide conséquente pour la réforme de son secteur sucrier, soit autour de 270 millions d'euros. Nous avons voulu aider Maurice à être plus compétitive sur le marché mondial. Maurice est dans une position beaucoup plus forte maintenant qu'il y a six ans pour affronter la compétition dans le domaine sucrier sur le plan mondial.

L'industrie sucrière ne se contente plus de produire le sucre pour notre thé ou notre café. Elle est engagée dans d'autres domaines innovateurs, dont le secteur de l'énergie. L'industrie sucrière est aujourd'hui dans une position plus confortable. "*The mauritius sugar sector is in better shape after the sugar sector reform taking place with our support.*"

Quelles sont les priorités du partenariat entre Maurice et la Commission européenne aujourd'hui ?

Il importe de dire ce qu'est l'Union européenne et ce que nous faisons ici. J'ai l'impression que l'action de l'Union européenne n'est pas suffisamment connue. Après le traité le Lisbonne instituant le Service européen d'action extérieure, le rôle diplomatique de l'Union européenne a été renforcé. La politique étrangère et la sécurité commune de l'Union européenne sont désormais exercées par un "*haut représentant*", fonction actuellement exercée par la diplomate italienne Federica Mogherini. L'Union européenne dispose des délégations dans 139 pays. Nous représentons l'UE dans tous ces pays, y compris à Maurice, où il y a seulement les missions de deux États membres de l'UE, à savoir la France et le Royaume-Uni, avec qui nous coopérons étroitement. La présence de la délégation européenne permet d'avoir une politique plus efficiente et plus cohérente de façon à ce que nous puissions nous exprimer d'une seule voix. J'ai déjà rencontré les haute dirigeants du pays, dont la Présidente de la République et le Premier ministre. Je continuerai à rencontrer les membres du gouvernement. Je suis heureuse de constater que le partenariat UE-Maurice est très solide et très apprécié par les deux parties. Je ferai tout mon possible pour maintenir la solidité de ces relations. L'UE est le plus important marché d'exportation pour Maurice. La majorité de touristes visitant Maurice viennent des pays européens et 57% des investissements directs étrangers viennent d'Europe. Nous avons des liens économiques très forts. Il y a aussi l'aide à la coopération. Nous serons le seul partenaire étranger à continuer à accorder des dons à Maurice, même si le pays a atteint la catégorie de "*upper-middle-income economy*".

Cet aspect de l'aide internationale a été évoqué par le Premier ministre dans son discours aux Nations unies. Il a fait comprendre que ce n'est pas parce que nous avons atteint le niveau de "upper middle income" que nous sommes moins vulnérables...

Je suis au courant. Nous sommes heureux de constater la bonne performance de Maurice. En même temps, nous comprenons la vulnérabilité des Petits États insulaires en développement (PEID). Ainsi, même si nous avons réduit le montant net des fonds alloués au développement, nous continuerons à accorder de l'aide au développement parce que nous comprenons la vulnérabilité de Maurice en tant que en tant que PEID. Il y a beaucoup de questions internationales sur lesquelles nous sommes sur la même longueur d'onde que Maurice. C'est le cas pour le changement climatique. Nous pourrons adopter une voix commune à la COP 21, à Paris, en décembre. J'ai entendu le Premier ministre dire que si les problèmes liés au climat ne sont pas traités maintenant, ils deviennent une menace en termes de sécurité.

Les petits États comme Maurice seront les premières victimes, n'est-ce pas ?

Exactement. Nous pensons également qu'à moins que le problème de changement climatique ne soit résolu à Paris avec un accord ambitieux, la question climatique constituera une menace pour la sécurité.

Maurice peut-elle compter sur l'aide européenne pour sortir du piège de "middle upper income" pour accéder au statut de "high income country" ?

Pour le prochain cycle de financement, le Fonds européen de développement (FED), qui couvre les cinq prochaines années jusqu'à 2020, et qui sera signé prochainement, nous sommes tombés d'accord avec le gouvernement sur le fait que nous miserons sur deux secteurs, à savoir l'éducation tertiaire ainsi que l'innovation et la recherche. Maurice aura besoin de soutien afin de devenir un "*innovation hub*" et de moderniser son économie et sa société pour relever le défi de l'innovation et résoudre le problème de "*skill mismatch*". Nous comptons certainement accompagner Maurice afin de l'aider à atteindre le niveau de "*higher-income-country*".



Quid de l'économie océanique ?

Dans le domaine régional, notre partenaire est la Commission de l'océan Indien (COI). Nous soutenons une série de programmes touchant entre autres la pêche et la gestion des ressources naturelles, et nous continuerons à le faire. L'enveloppe d'aide de l'UE destinée à la COI a augmenté. Bien que le responsable de la mise en œuvre des projets soit la COI, ces projets peuvent également être exécutés par les pays membres, incluant Maurice. Ces pays peuvent puiser dans ces ressources financières s'ils ont de bons projets.

Qu'en est-il de la politique de prêts ?

C'est une question importante. L'UE consacre de plus en plus de ressources à la politique de prêts. Cela veut dire que, pour les grands projets d'infrastructures, il est plus efficient d'accorder un "*seed Fund*" permettant d'améliorer les conditions pour les prêts. Dans le cas de Maurice, elle aura à traiter notamment avec l'Agence française de développement et la Banque européenne d'investissements pour l'obtention de prêts. À partir de là, nous sommes disposés à accorder des "*grant money*". Ce qui rend les conditions de remboursement meilleures pour des pays comme Maurice.

Portrait
Weekly > 15 - 21 October 2015 [published by La Sentinelle Ltd
<25

Marjaana Sall
the new face of the EU

By Touria PRAYAG

Marjaana Sall, of Finnish origin, is the new face of the European Union (EU). She arrived in Mauritius a month ago to serve as ambassador of the EU to Mauritius, Comoros and the Seychelles.

Africa holds no secrets for Marjaana. Married to a Senegalese former soccer player with whom she has had three children, she is a living example of openness to the world. She has been working in Africa for the last eight years, four out of which she spent in Nairobi, her last posting. Mauritius, she feels, does not fit the mould of the rest of Africa. "It's a bit between Africa and India," she said.

Marjaana's task is a bit complicated, as the EU has recently cut down its aid to Mauritius. Most of the funding now goes to less developed parts of Africa. "We have to put donors' money where it is most needed," Marjaana says, "but we still have a budget of €9.9 m to be injected in Mauritius through grants."

These grants will be channelled particularly towards tertiary education, science and research. Why tertiary education is considered a priority area is because the EU would like to help the government address the issue of skills mismatch between the needs of the private and public sectors, and society in general, and the skills available on the market. "Addressing the future needs of the country is the only way to become competitive on the global scene," Marjaana said. "Through education, we'll help the country respond to its needs.

Some grants will also go towards helping promote trade and private investment. "That is what lifts people out of poverty," Marjaana said, specifying that most of the Foreign Direct Investment comes from Europe anyway, through tourism, trade and culture.

At the same time, the aim of the EU is to encourage Intra-African trade, which currently stands at a puny 10%. "We are the biggest technical and financial partner of the Indian Ocean Commission (IOC)," Marjaana pointed out. "So although we have decreased bilateral relations with Mauritius, we have increased our aid to the IOC and Mauritius – as a member state – benefits from that. "In addition to this, there are several avenues for cooperation and different instruments namely at regional level to support the Mauritius socioeconomic development," she added. Mauritius may benefit from grants also in the framework of the Eastern and Southern Africa and Indian Ocean region programme worth 1.33 billion. Other EU budget lines are also available for funding through grants."



PHOTOGRAPHER: YUDHI RAMKHALAWON

"Through education, we'll help the country respond to its needs."

Marjaana is not new to Mauritius. She visited the island six years ago in her capacity as deputy ambassador of the Finish Embassy and was very pleased to come back here as ambassador. "My husband is originally from Senegal so Africa is part of my heart," she said. "Mauritius has different challenges to the rest of Africa and I am pleased to be able to help with that."

Does she see Mauritius as an ideal retirement place? Probably not. Her ideal retirement place is not actually one but two. Her ideal retirement life would be to spend the summer in Finland (she did reassure us that that would be more than three days a year) and winter in Senegal. She loves the warm weather there, the nice beaches on the Atlantic Ocean and, more importantly, the warm and friendly people.

What fascinates Marjaana about our island is the fact that everyone is an immigrant. "There are no indigenous people," she said. "And it is amazing how so many cultures, beliefs and traditions live side by side." About Mauritians, she thinks that they are "less spontaneous and more reserved than the rest of Africans". However, she admires how they have kept "their traditions and cultural links through hundreds of years".

During the time Marjaana is in Mauritius, she intends to communicate about the EU to try and get it out of the image of being a mere provider of funds. "We are among the largest diplomatic services in the world with 139 EU delegations worldwide," she said. "There is a political and diplomatic side to what we do." She will work towards explaining that to the people of Mauritius. "I will try and communicate about the impact of what we have been doing for so many years and why we are here," she added. "We have a political dialogue with the government and we would like to have more dialogue with the people," she concluded.

Marjaana's hobbies include jogging and gym activities but what she cherishes most is "family time". With three children between nine and 15, she has a lot to do and she is grateful to the man who takes a great deal of that responsibility: her husband. "They say behind every great man there is a woman but behind every woman, there is also a great man," she said.■



L'ÉDITO

L'appel de Saint-Pierre

Qui irait imaginer que d'un débat organisé dans le cadre du salon du livre de Saint-Pierre, naîtrait un appel lancé à la France ? Un cri symbolique, certes, mais un point d'orgue stimulant à une discussion de deux heures sur La Réunion face aux enjeux géopolitiques.

La dimension du sujet avait laissé à chacun des intervenants une certaine liberté dans l'expression de ses propres messages. On connaît très bien ceux d'André Oraison pour qui « l'honneur de la France serait de respecter le droit international » en évoquant précisément le sort des îles Eparses, le statut de Mayotte, celui de l'archipel des Chagos.

L'ancien député et ex-secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Wilfrid Bertile dont le patronyme évoque un esclave indien, se présente comme « un miraculé de la République ». Référence faite au parcours universitaire et professionnel brillant de ce fils de pêcheur où l'on ne mangeait pas tous les jours à sa faim. Son passage à la COI l'a beaucoup marqué, lui qui se sent depuis lors aussi bien mauricien, malgache, comorien et seychellois que réunionnais. Ce qui n'a pas changé, c'est son franc-parler. Wilfrid Bertile a beau être socialiste, son réalisme l'incite à traiter le mot d'ordre de « l'égalité réelle » dû à Victorin Lurel et repris par François Hollande, d'«enfumage réel».

Plus sérieusement, celui qui s'engage au travers d'un cercle de réflexion pour un « renouveau éthique » de la fonction politique pose une question simple et compliquée : comment, pour La Réunion, passer d'un état périphérique à celui de centre ? Comment maîtriser son destin quand, à titre d'illustration, La Réunion s'est laissé marginaliser dans le secteur de la pêche industrielle ?

Les outre-mer n'ont-ils pas la capacité à aider la France à retrouver sa boussole ?

Le Mauricien Gilbert Ahnée a voulu dépasser les vieux débats insulaires sur l'indépendance. Le cas est tranché depuis longtemps à Maurice. La question essentielle, selon le représentant de la COI que Jean-Claude de l'Estrac avait dépêché à Saint-Pierre, étant notre capacité à être interdépendants au sein de cette vaste zone indiaocéanique.

Comme il fallait s'y attendre, Edwy Plenel, le fondateur et directeur de Mediapart, a apporté aux échanges très policés, cette touche de provocation (à la réflexion),

Thierry DURIGNEUX

Pêche

Les pêcheurs artisanaux de l'Océan Indien unis d'une seule voix : les Seychelles à la tête FPAOI.

October 15, 2015,



Les poisons colorés que l'on peut découvrir au marché de Victoria (Gerard Larose, Seychelles Tourism Board)**Photo license**

- (Seychelles News Agency) - **La pêche artisanale** a été la principale méthode de pêche pour les pêcheurs des îles de l'Océan Indien depuis qu'elles ont été habitées. Elle fournit la nourriture de base à la population des îles.

Face à l'inquiétude croissante de la pérennité des stocks de poissons et d'autres facteurs qui menacent les moyens de subsistance des pêcheurs artisanaux, les îles de l'Océan Indien se sont jointes pour former la fédération des pêcheurs artisans de l'Océan Indien FPAOI.
La fédération regroupe les membres des cinq pays de la Commission de l'Océan Indien (Maurice, la Réunion, les Comores, Madagascar, et les Seychelles.
Les membres se sont joints la semaine dernière aux Seychelles, archipel de l'Océan Indien, de 93 000 habitants pour créer officiellement cette organisation.
C' est le Seychellois Keith André, qui est le président de l'association des propriétaires de bateau de pêche des Seychelles qui a été élu président de la FPAOI.
«Nous voulions un groupe qui aiderait à protéger les valeurs culturelles et le mode de vie des pêcheurs artisans afin qu'ils puissent mieux vivre dans un monde qui néglige de plus en plus ces valeurs», a dit à la SNA, André.
La fédération vise à renforcer les associations et les communautés de pêcheurs dans la région, en permettant à tous les pays membres d'être au même niveau et à échanger leur savoir-faire entre les différentes îles.
L'année dernière un groupe de pêcheurs des Seychelles s'était rendu à l'île de Rodrigue, à Maurice pour y voir la mise en place du programme de gestion de la pêche des pieuvres.
La surexploitation du poulpe, dans le lagon de l'île, a vu les stocks de ce mollusque, très prisé par les Mauriciens, diminuer drastiquement.
Les pêcheurs de Praslin, la deuxième île des Seychelles ont proposé également qu'un plan de gestion de la pêche côtière soit instauré autour de leur île.
"Je pense que ce que c'est bien que les Seychelles aient été élues à la présidence parce que nous avons beaucoup à offrir aux autres îles. Cela montre que les Seychelles sont un chef de file dans l'industrie de la pêche de l'Océan Indien», a expliqué André.
L'une des actions prioritaires de la fédération sera d'établir un mode commun de communication, car le secrétariat de la fédération est basé à l'Île de la Réunion, un département français de l'Océan Indien.
Le secrétariat de la fédération est pour le moment basé à l'Île de la Réunion, mais il est prévu qu'après les deux premières années, il se déplace en permanence aux Seychelles.
Keith André explique que la fédération sera un mécanisme qui permettra aux pêcheurs artisanaux de la région d' avoir un rôle plus actif dans la gestion des ressources marine.
« La conservation des ressources marines est l'une des principales raisons pour lesquelles les îles se rejoignent pour créer la fédération. Cela nous permettra d'avoir une voix unique".

André estime que **la pêche artisanale** est plus importante que la pêche industrielle, car elle garantit la sécurité alimentaire alors que la pêche industrielle attire le gain. 

Le Seychellois Keith André, qui est le président de l'association des propriétaires de bateau de pêche des Seychelles qui a été élu président de la **FPAOI** (Louis Toussaint, Seychelles News Agency) Photo License:CC-BY

" Nous ne sommes pas contre la pêche industrielle, parce que nous sommes conscients que notre économie dépend beaucoup de la pêche industrielle et le port de Victoria est une plaque tournante dans l'Océan Indien",a expliqué André.

Les Seychelles sont l'un des principaux ports de **thon** de l'Océan Indien, tous les ans 200,000 tonnes métriques de **thon** transbordent au port de Victoria.

La **pêche** qui est le deuxième pilier de l'économie seychelloise derrière le tourisme, rapporte à l'économie du pays 266 millions d'euros par an, d'après les chiffres fournis par l'Autorité des pêches SFA.

La fédération des pêcheurs artisanaux de l'Océan Indien souhaite également aborder des questions telles que l'augmentation de la demande du poisson ainsi que le prix du poisson qui est une préoccupation à la fois pour les Seychelles et La Réunion.

Le grand projet pour 2016 sera l'ouverture d'un centre de poissons financé par l'Union européenne, qui permettra aux pêcheurs d'obtenir un meilleur revenu des poissons qu'ils vendent.

"Nous allons lancer un projet pilote avec la SFA pour permettre aux pêcheurs de se rapprocher de leurs clients. Nous voulons ouvrir un centre de poissons pour éliminer "les intermédiaires» qui sont coupables de tirer les prix du poisson à la hausse" explique André.

La fédération espère que d'autres pays non membres comme les Maldives, le Sri Lanka et d'Afrique de l'Est qui partagent l'Océan Indien pourraient à l'avenir devenir un membre.

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/3896/Les+pcheurs+artisanaux+de+lOcan+Indien+unis+dune+seule+voix++les+Seychelles++la+tte+FPAOI



L'express 15/10/2015

ÉGION • SUD

La Sentinelle

Page réalisée par Carine TOURETTE

RÉOUVERTURE DE LA PÊCHE

Ourite : premiers résultats positifs

La fermeture de la pêche à l'ourite a prouvé ses avantages lors de sa réouverture samedi. Le poids des mollusques pris, disent des pêcheurs, a doublé.

UN peu plus de huit semaines après la fermeture de la pêche à l'ourite, l'heure est au bilan. Lors de la réouverture, les pêcheurs des villages allant du Morne à Souillac ont pu prendre la mesure des deux mois de sacrifices consentis.

L'ouverture s'est officiellement tenue le samedi 10 octobre au village du Morne. Depuis le week-end dernier, les pêcheurs peuvent librement pêcher l'ourite. Néanmoins, c'est tout un travail de suivi qui s'opère sur le terrain.

L'objectif est de collecter des données sur plusieurs jours afin d'arriver à évaluer les prises sur toute une semaine. Les conditions maritimes qui ont prévalu samedi dernier n'ont cependant pas permis aux pêcheurs de profiter pleinement de la réouverture, les marées basses s'étant fait attendre jusqu'au début de cette semaine.

Même si toutes les données n'ont pas encore été compilées, les instigateurs de cette fermeture volontaire affichent l'optimisme. La Commission de l'océan Indien (COI) et la Mauritius Marine Conservation Society (MMCS) parlent d'un doublement du poids moyen des ourites pêchées. Ils comparent le poids des prises lors de la réouverture à celui enregistré durant la période précédant la fermeture. Avant, le poids était de 443 grammes par ourite, et depuis le 10 octobre la moyenne est de 780 grammes.

Qui plus est, des ourites de tailles supérieures peuvent être trouvées. «*Des ourites de 5,6 kg et 5,2 kg et plusieurs autres comprises entre 2 kg et 3 kg ont été prises. Des spécimens de ce poids ne se trouvaient que très peu, depuis longtemps*», nous confie une source.

Ce projet pilote conduit par la COI, à travers ses projets SmartFish et Biodiversité financés par l'Union européenne, avec le soutien de la MMCS, veut donner la base à une fermeture saisonnière nationale de la pêche aux ourites. L'objectif est d'aider à la gestion durable de cette ressource des villages côtiers. «*Déjà les chiffres démontrent une similarité avec les résultats positifs enregistrés à Rodrigues et à Madagascar*», disent les sources à la COI.

Shakti Teker, chargé de projet à la MMCS, souligne que l'implication active des pêcheurs, *banyans*, restaurateurs et des responsables de village a été primordiale. «*La gestion responsable de cette ressource, une prise de conscience et des résultats concrets en termes de taille des ourites sont le fruit de la sensibilisation continue sur le terrain*», résume-t-il. Les résultats définitifs devraient être obtenus à la fin de cette semaine.

Pêcheurs et officiers de la MMCS avec leurs premières prises, samedi.

LES PÊCHEURS PAS ASSEZ ENCADRÉS

«Peut mieux faire». Telle est la note que certains pêcheurs attribueraient à la fermeture de la pêche à l'ourite. Dans la région, on affiche certes une hausse en termes de prises et de taille. Mais certains pêcheurs pensent que ce nombre aurait pu être supérieur. «Ena péser inn sorti inn al lapes ourit mem pendan sa peryod-la. Li pé bizin viv ek fer so farni viv», témoigne l'un d'eux. C'est d'ailleurs où le bât blesse, selon Cyrano Entresol, président de l'Association des pêcheurs du Sud-Ouest. «Parmi presque 200 pêcheurs de cette région, une quarantaine a été touchée par les facilités offertes pour qu'ils n'aillent pas pêcher. Les autres, eux, n'ont pas eu le choix : ils ont continué», dit-il. Malgré cela, il croit fort en ce projet. «Il y a eu des améliorations. La sensibilisation a porté ses fruits et, avec force de loi, cela peut marcher. Il faut juste encadrer les pêcheurs afin qu'ils puissent vivre d'autres choses pendant la fermeture», conclut-il.

LOCAL News Weekly
Weekly > 15 - 21 October 2015 | published by La Sentinelle Ltd |

ABERYSTWYTH UNIVERSITY STUDENTS CLAIM MAURITIUS IS A TAX HAVEN



Students of the Aberystwyth University in Wales (*photo*) have asked their university to stop investing in Mauritius, qualifying the island as a tax haven with a poor human rights record.

The students have filed a petition against their institution's foreign venture, which aims at further opening its income streams. They have asked the management of Aberystwyth University to "abandon its investment in Mauritius on moral grounds in view of the island's role as a tax haven". According to the Cambrian News, the students have suggested the management spend the funds being invested in Mauritius on the staff based at the Welsh university.

Weekly tried in vain to obtain a comment from the management of Aberystwyth University in Mauritius. Aberystwyth University is one of the oldest universities in Wales. ■

Smartfish project brings bigger octopus



The success of a pilot project to briefly ban the fishing of octopus in the south of the island has inspired stakeholders of the fishing community to spread the practice on a national scale to allow for a higher production of seafood.

The Indian Ocean Commission (IOC), which has been behind the project to stall octopus fishing for eight weeks, could very likely replicate the initiative in all coastal agglomerations, in an effort to help marine resources as well as seafood to grow both in numbers and size.

Fishermen located on the Le Morne-Souillac belt, who were encouraged to put a pause to their activities from 10 August to 10 October, were reported to have harvested octopus weighing more than three kilogrammes. Before this period, the octopus being fished weighed around 1.2 kilogrammes. The project is part of the IOC-backed Smartfish programme, which has had a similar success in Rodrigues earlier.

"The weight and size of the octopus caught shows the success of the pilot project," says Michel de San, the expert of the IOC-Smartfish programme, adding that fishermen, fishmongers, restaurant owners and village heads have played a crucial role in this project.

"Continued on-field sensitisation has allowed stakeholders to understand the added value of this voluntary initiative which has brought concrete results in terms of responsible resources management," says Shakti Teker, project in charge of the Mauritius Marine Conservation Society, which has also an important stake in the programme. ■

JEAN MARIE RICHARD CLEARED OF ALL CHARGES AFTER 3 YEARS

The magistrate of the court of Curepipe gave her final verdict on Tuesday. Jean Marie Richard, who was arrested under a charge of molesting a public officer and assaulting an agent of civil authority, was pronounced not guilty.

It was on 5 April 2012 that the president of Imagine – a communication agency – was arrested after Constable Baboolal accused him of physically assaulting him during a traffic check. Before being released on bail after his arrest, Richard had to pay a deposit of Rs7,000 and sign an acknowledgment debt of Rs30,000, as well as face a prohibition order from the Passport and Immigration Office for three years.

"This judgment demonstrates the impartiality of the judiciary," Richard said. "But, it also shows how a citizen is first treated as guilty by the institutions, based only on malicious and false allegations of a police officer."

Richard added that he, along with his family, had to face "unjustified" harassment and humiliation for three years. His case is now being examined by his lawyers who will then begin the procedures to claim material and moral damages. ■

EU offers **Rs48 million** to give facelift to cargo handling

The Port Louis harbour has obtained a helping hand from the European Union (EU), which has agreed to offer Rs48 million (Euros 1.2 million) to rev up cargo handling operations and other activities at the port.

The grant is being channelled to Mauritius by the *Agence Française de Développement* (AFD) through a new instrument, blending, which allows for the leveraging of additional financing.



This is the third time that the EU has given financial support to Mauritius through blending. The AFD has already earmarked an amount of Rs1 billion (Euros27 million) for port development in Mauritius.

Mauritius passed the test on a number of criteria imposed by the EU, after which the country was granted the financial support.

Head of the EU delegation Marjaana Saal signed the financing agreement along with French Ambassador Laurent Garnier and Finance Minister Vishnu Lutchmeenaraidoo last Friday. ■

Mardi, 13 octobre 2015

UE-Océan Indien : Les pêcheurs se fédèrent

Cela a été officialisé aux Seychelles, le 8 octobre 2015. Les pêcheurs artisans de l'Océan Indien ont décidé de se fédérer pour valoriser la petite pêche "pour un développement durable et responsable" des différents pays de la zone. "Cette fédération va permettre, d'abord, aux pêcheurs de l'Océan Indien de se connaître entre eux et de mieux s'organiser pour défendre leurs intérêts, et coopérer pour agir efficacement", déclare Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche et de l'Agriculture de la République des Seychelles. Les objectifs : "poursuivre la construction de ses fondations et favoriser sa reconnaissance par les institutions et les acteurs du bassin maritime de l'Océan Indien". La FPAOI, qui regroupe des pêcheurs professionnels des Comores, Seychelles, de Madagascar, Maurice et La Réunion, bénéficie de l'appui du programme Smart Fish de la Commission de l'Océan Indien (COI) financé par l'Union Européenne. Son siège est situé à La Réunion et sa présidence assurée par les Seychelles.

http://bruxelles.cta.int/index.php?option=com_k2&id=10159&view=item&Itemid

RÉVÉLATEUR D'OPPORTUNITÉS ET D'OPINIONS DANS L'OCÉAN INDIEN

Les pêcheurs artisans se fédèrent pour parler d'une seule voix

12 OCT 2015



Les pêcheurs artisans de la région se sont officiellement regroupés au sein d'une fédération. Elle permettra une participation efficace et informée des professionnels aux processus décisionnels affectant la gestion des pêches. - DR

Les pêcheurs artisans de la région se sont officiellement regroupés au sein d'une fédération. Elle permettra une participation efficace et informée des professionnels aux processus décisionnels affectant la gestion des pêches. Cette nouvelle fédération bénéficie de l'appui du programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien financé par l'Union européenne.

« Cette fédération des pêcheurs artisans va vous permettre, d'abord de vous connaître vous-mêmes, de vous organiser pour mieux défendre vos intérêts et de coopérer pour agir plus efficacement », déclare Wallace Cosgrow, le ministre seychellois de la pêche. Le programme COI-SmartFish a apporté son appui à ce mouvement car « la future stratégie des pêches et de l'aquaculture de la COI pour la période 2015-2025 fait davantage ressortir le rôle important joué par la petite pêche dans la région et la nécessité de bien prendre en compte ses spécificités et ses besoins pour un développement durable et responsable dans nos pays », a rappelé le chef du projet, Dominique Greboval.
Les échanges entamés début 2013 entre le projet SmartFish de la COI et les groupements de professionnels de la pêche artisanale de la région ont fait ressortir la volonté de créer une « Communauté des pêcheurs de l'océan Indien ». Après s'être rencontrés une première fois à La Réunion, en mars 2014, avec l'appui du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de La Réunion (CRPMEM), pour poser les bases d'une nouvelle coopération, les pêcheurs artisans de l'océan Indien ont initié la structuration d'un groupement régional représentatif de leurs intérêts. Cette étape constitutive se termine avec le lancement officiel de la nouvelle Fédération des Pêcheurs Artisans de l'océan Indien (FPAOI). Son siège sera à La Réunion et sa présidence assurée par les Seychelles. La fédération est parrainnée par le Secrétaire général de la Confédération africaine de la pêche artisanale (CAOPA). Le Caribbean Network of Fisherfolk Organizations (CNFO) était également présent. La structuration de ce nouveau mouvement continuera dans les prochains mois, afin qu'il soit officiellement reconnu par les instances auprès desquelles il mènera son action de plaidoyer, en particulier les administrations des pêches dans les États membres de la COI et les organisations régionales actives dans le secteur des pêches. Elle se consacrera également à son rôle de plateforme pour favoriser les échanges de bonnes pratiques et la coopération technique entre professionnels.
Dans nos îles de l'océan Indien, la pêche est l'un des cinq plus grands contributeurs au PIB. Elle représente près de 130 000 emplois directs, essentiellement dans le secteur artisanal qui recèle un considérable potentiel de développement socio-économique. De plus, le rôle des pêcheurs artisans dans la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire a fait l'objet de directives internationales adoptées l'an dernier par l'organisation des Nations Unies pour

l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui participe à la mise en œuvre du programme COI-SmartFish.

http://ecoaustral.com/les-pecheurs-artisans-se-federent-pour-parler-dune-seule-voix

L'express 12/10/15

Ouverture de la pêche à l'ourite : plus de 12 tonnes récoltées

Après deux mois durant lesquels la pêche à l'ourite était interdite, les pêcheurs ont fait de belles prises hier. Certains sont repartis avec des ourites de 14 livres.

LES pêcheurs sont satisfaits. Les autorités aussi. Plus de 12,5 tonnes d'ourite ont été récoltées à Rodrigues lors de la grande journée de réouverture de la pêche hier à Baie-du-Nord. Ce qui représente une hausse par rapport aux 10 tonnes récoltées lors de la journée d'ouverture de la saison précédente qui a pris fin le 10 août.

La commission de la pêche estime que la récolte de cette saison est à la hauteur de ses attentes. Certains pêcheurs ont obtenu quelque 50 livres d'ourite. D'autres, plus chanceux, ont pêché jusqu'à 100 livres. Un concours a même eu lieu : celui de la plus grosse ourite attrapée. Trois pêcheurs sont sortis du lot avec une prise de 14 livres chacun.

Au programme de la journée d'hier : plusieurs spectacles culturels. Sans compter des touristes qui ont fait le déplacement pour immortaliser ce moment avec leurs appareils photo tandis que les pêcheurs, eux, s'affairaient à débarquer leurs prises. Nombre de personnes se sont aussi ruées sur les lieux, afin de s'approvisionner en ourite.

C'est le 10 août que la fermeture de la pêche à l'ourite a été décrétée. Démarche qu'entreprend depuis quatre ans maintenant l'Assemblée régionale de Rodrigues dans le but de favoriser la ponte, tout en permettant aux jeunes ourites de grandir en toute sérénité.

«Il y a certes eu des réticences au départ par rapport à la fermeture. Qu'on veuille le reconnaître ou pas, cette initiative contribue clairement à la préservation de l'espèce», fait valoir le commissaire de la pêche Richard Payandee. D'autant plus, dit-il, que le risque d'extinction de l'ourite était bel et bien présent.

Cette décision, insiste-t-il, a eu des effets positifs, tant sur le plan économique et écologique que social. *«Il faudra à l'avenir faire des analyses afin de mieux comprendre l'écosystème et empêcher la disparition des espèces»*, déclare Richard Payandee.

Ce qu'il déplore, en revanche, c'est le fait que certains se soient adonnés à la pêche à l'ourite malgré l'interdiction. Raison pour laquelle il lance un appel au public pour dénoncer tout cas d'abus.







La récolte s'est avérée fructueuse hier à Baie-du-Nord. Certains pêcheurs ont obtenu quelque 50 livres d'ourite..

TRAVAIL ALTERNATIF

De son côté, Serge Clair, le Chef commissaire, estime que le gouvernement régional fait face à trop de critiques de la part des politiciens locaux. *«La nature parle et il faut la respecter et la protéger. Un gros travail de conscientisation est nécessaire et il doit commencer dans les écoles»*

Wilmode Edouard, le président du Rodrigues Council of Social Services, se dit, pour sa part, heureux d'avoir été associé au projet. *«Nous croyons aux projets qui visent à protéger l'environnement terrestre et marin de l'île. Certaines mesures peuvent paraître difficiles et impopulaires sur le moment, mais à long terme, elles sont plus que bénéfiques à la population.»*

Ainsi, durant la fermeture de la pêche à l'ourite, les pêcheurs n'ont pas chômé. Ils s'adonnaient au travail alternatif prévu par les autorités. Les paqueurs d'ourite ont abandonné la mer pendant deux mois et ont contribué au développement de l'île sur la terre ferme. Outre des formations dont ils bénéficiaient, ils étaient engagés dans différentes commissions, effectuant, par exemple, le nettoyage du toit du centre de santé de Mont-Lubin, le nettoyage des cours d'eau et des rivières. Ils ont aussi entrepris des travaux d'embellissement à Batatrand ainsi que sur la plage de Graviers. De même que des travaux de conservation à la Réserve de Grande-Montagne.

Eileen FLORE

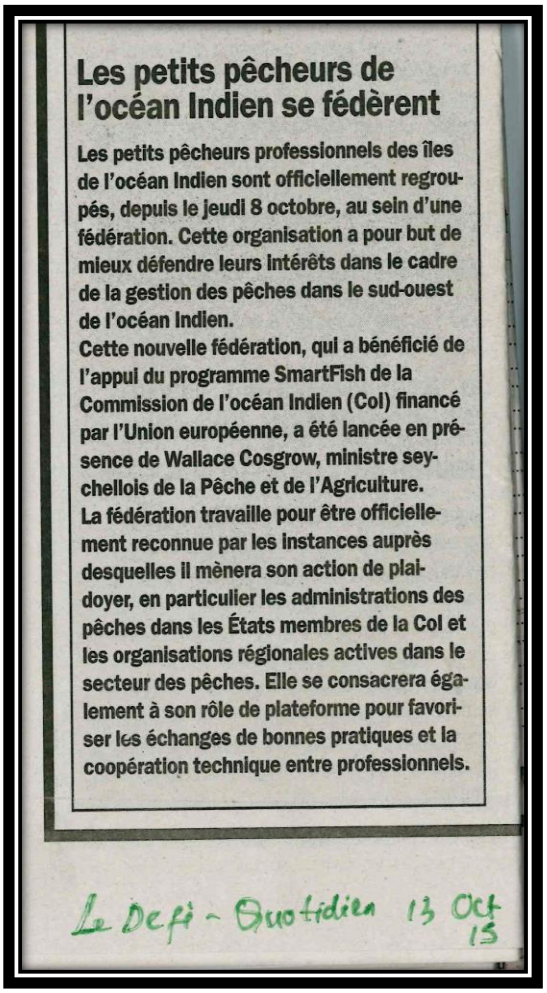
À MAURICE, L'INTÉRÊT DES PÊCHEURS LOIN D'ÊTRE PIQUÉ AU VIF...

C'est samedi matin que la pêche à l'ourite dans le Sud, interdite depuis le 10 août entre Le Morne et Souillac, a été rouverte. «L'ouverture aurait dû se faire dimanche mais nous avons décidé de l'avancer car nous avons senti une certaine impatience chez les pêcheurs», expliquait Dhareena Seernauth de la Mauritius Marine Conservation Society. Pourtant, au Morne, rares étaient les pêcheurs à s'être aventurés en pleine mer. «Beaucoup n'ont pas pris la mer ce matin», nous explique-t-on. La raison : «La maré pa bon», confiait Vikash Anunda. Lui, c'était dans l'après-midi qu'il comptait aller taquiner le poisson. Quant à l'ourite, elle ne l'intéresse pas. «C'est à partir de mercredi qu'il fera bon aller pêcher l'ourite.»

La mauvaise marée n'est toutefois pas la seule raison justifiant cette baisse d'engouement. Le problème, nous fait-on comprendre, viendrait du fait que la fermeture de la pêche le 10 août n'était pas au goût de tous les pêcheurs. «Seule une partie des pêcheurs a reçu des compensations. D'ailleurs, on ne peut pas parler de véritable fermeture puisqu'ils étaient nombreux à pêcher des ourites durant la période d'interdiction. L'initiative est bonne mais il faudrait un meilleur encadrement», lâche un pêcheur.

En fin d'après-midi, l'on annonçait que la plus grosse prise de cette première journée a été de 5,2 kilos et qu'elle a été faite au Morne.





Les petits pêcheurs de l'océan Indien se fédèrent

Les petits pêcheurs professionnels des îles de l'océan Indien sont officiellement regroupés, depuis le jeudi 8 octobre, au sein d'une fédération. Cette organisation a pour but de mieux défendre leurs intérêts dans le cadre de la gestion des pêches dans le sud-ouest de l'océan Indien.

Cette nouvelle fédération, qui a bénéficié de l'appui du programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien (Coi) financé par l'Union européenne, a été lancée en présence de Wallace Cosgrow, ministre seychellois de la Pêche et de l'Agriculture.

La fédération travaille pour être officiellement reconnue par les instances auprès desquelles il mènera son action de plaidoyer, en particulier les administrations des pêches dans les États membres de la Coi et les organisations régionales actives dans le secteur des pêches. Elle se consacrera également à son rôle de plateforme pour favoriser les échanges de bonnes pratiques et la coopération technique entre professionnels.

Le Defi - Quotidien 13 Oct 15

[PÊCHE AUX POULPES]

Des ourites plus grosses dans le lagon sud de Maurice



Samedi, après huit semaines d'une première saison de fermeture volontaire, les pêcheurs des villages allant du Morne à Souillac ont prélevé des ourites dépassant 3 kilos. Les spécimens pêchés avant ce projet pilote organisé par la Commission de l'océan Indien, à travers ses projets SmartFish et Biodiversité financés par l'Union européenne, et la Mauritius Marine Conservation Society (MMCS), affichaient un poids moyen de 1,2 kg.

"C'est un bon résultat qui devrait se confirmer dans les prochains jours", avance Michel de San, expert du programme COI-SmartFish. En effet, les conditions maritimes n'ont pas permis aux pêcheurs de profiter pleinement de la réouverture. Les pêcheurs du Morné s'attendent néanmoins à des "marées ourites" - des marées basses bien marquées - en début de semaine.

Pour Michel de San, "le poids et la taille des ourites pêchées ce matin démontrent la réussite de ce projet pilote de fermeture à l'image de Rodrigues". A ce titre, l'implication active des pêcheurs, banyans, restaurateurs et des responsables de village a joué un rôle crucial. "La sensibilisation continue sur le terrain a permis de faire comprendre la valeur ajoutée de cette initiative volontaire qui apporte des résultats concrets en termes de gestion responsable de la ressource, de prise de conscience au sein des communautés villageoises et, bien sûr, de taille des ourites", précise Shakti Teker, chargée de projet à la MMCS.

Ce projet pilote de fermeture a pour objectif de donner la base à une fermeture saisonnière nationale de la pêche aux ourites dans une optique de gestion durable de cette ressource pourvoyeuse d'emplois et de revenus pour les habitants des villages côtiers.

Le Matinal 12 Oct 15

Les pêcheurs artisans de l'océan Indien se fédèrent pour parler d'une seule voix

Les pêcheurs artisans des îles de l'océan Indien sont officiellement regroupés à partir de jeudi au sein d'une fédération qui a pour but, entre autres, de permettre une participation efficace et informée des professionnels aux processus décisionnels affectant la gestion des pêches dans le Sud-ouest de l'océan Indien. Cette nouvelle fédération, qui a bénéficié de l'appui du programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien financé par l'Union européenne, a été lancée par Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche et de l'agriculture de la République des Seychelles.

"Cette fédération des pêcheurs artisans va vous permettre, d'abord de vous connaître nous mêmes, de vous organiser pour mieux défendre vos intérêts et de coopérer pour agir efficacement", a déclaré Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche dans son discours de clôture.

Le programme COI-SmartFish a apporté son appui à ce mouvement car "la future stratégie des pêches et de l'aquaculture de la Commission de l'océan Indien (COI) pour la période 2015-2025 fait davantage ressortir le rôle important joué par la petite pêche dans la région et la nécessité de bien prendre en compte ses spécificités et ses besoins pour un développement durable et responsable dans nos pays", a rappelé le chef du projet, Dominique Greboval.

Les échanges entamés début 2013 entre le projet SmartFish de la COI et les groupements de professionnels de la pêche artisanale de la région ont fait ressortir la volonté partagée de création d'une "Communauté des pêcheurs de l'océan Indien". Après s'être rencontrés une première fois à La Réunion, en mars 2014, avec l'appui du CRPMEM, pour poser les bases d'une nouvelle coopération, les pêcheurs artisans de l'océan Indien ont initié la structuration d'un groupement régional représentatif de leurs intérêts.



Cette nouvelle fédération a été lancée par Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche et de l'agriculture de la République des Seychelles.

Cette étape constitutive se termine aujourd'hui, avec le lancement officiel de la nouvelle Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI). Son siège sera à La Réunion et sa présidence assurée par les Seychelles. La fédération est parainnée par le Secrétaire général de la Confédération africaine de la pêche artisanale (CAOPA). Le Caribbean Network of Fisherfolk Organizations (CNFO) était également présent.

La structuration de ce nouveau mouvement continuera dans les prochains mois, afin qu'il soit officiellement reconnu par les instances auprès desquelles il mènera son action de plaidoyer, en particulier les administrations des pêches dans les États membres de la COI et les organisations régionales actives dans le secteur des pêches. Elle se consacrera également à son rôle de plate-forme pour favoriser les échanges de bonnes pratiques et la coopération technique entre professionnels.

Dans nos îles de l'océan Indien, la pêche est l'un des cinq plus grands contributeurs au Produit Intérieur Brut. Elle représente près de 130 000 emplois directs, essentiellement dans le secteur artisanal qui recèle un considérable potentiel de développement socio-économique. De plus, le rôle des pêcheurs artisans dans la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire a fait l'objet de directives internationales adoptées l'an dernier par l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui participe à la mise en œuvre du programme COI-SmartFish.

Le Quotidien
www.lequotidien.re

Pêche thonière industrielle : La Réunion marginalisée

11/10/2015



Greenpeace a raison de dénoncer la diminution accélérée des poissons dans l'océan Indien. C'est vrai en particulier pour les pélagiques (dont les thons) objets de la pêche industrielle. Les méthodes modernes de pêche, efficaces mais destructrices, provoquent l'épuisement des stocks. La survie de millions de personnes qui subsistent de la pêche aux Maldives, à Madagascar, en Afrique australe et orientale, aux Comores ou aux Seychelles est menacée. Notre pêche côtière palangrière en souffre.

Les ressources sont gérées par la commission thonière de l'océan Indien où siègent majoritairement des Etats non-riverains qui effectuent 97 % des captures. Il est impératif que les pays de l'océan Indien se réapproprient et maîtrisent leurs ressources halieutiques. Qu'ils les gèrent de façon durable. Qu'ils utilisent les redevances payées par les navires étrangers pour créer des pêcheries nationales.

La Réunion avait mis beaucoup d'espoir dans la pêche thonière industrielle. Elle a créé pour cela une darse de pêche, une cale sèche et des entrepôts frigorifiques. Des navires formosans y débarquaient leurs cargaisons. Des entreprisesréunionnaises y ont investi, avec l'aide des pouvoirs publics.

Mais notre île est marginalisée par une gouvernance inappropriée et par un capitalisme apatride. Nous devons agir pour que l'Union européenne adapte la politique de la pêche à nos spécificités de région ultrapériphérique.

Nous pouvons aussi regretter que les armements français dans l'océan Indien ne jouent pas le jeu du développement de La Réunion. Le principal armement réunionnais a été rattaché à une holding financière située à Singapour et a transféré son pôle thonier (flotte, maintenance et unités de transformation) à Maurice. Même les navires immatriculés à Mayotte ou à La Réunion débarquent leurs prises à Maurice ou aux Seychelles. La plus-value nous échappe ainsi que les emplois, les bateaux ayant majoritairement recours à une main d'œuvre étrangère sous payée comme la réglementation les y autorise.

La pêche thonière industrielle créerait des richesses si les navires qui opèrent dans notre Zone économique exclusive déchargeaient au moins une partie de

leurs prises au Port. Elle pourrait créer des emplois si les armements français se comportaient en entreprises citoyennes en embauchant autant que faire se peut des compatriotes. A l'heure de l'économie bleue, La Réunion, île tropicale, gagnerait à se doter d'une stratégie dans le domaine maritime et à se donner les moyens de la mettre en œuvre avant qu'il ne soit trop tard.

http://www.lequotidien.re/opinion/le-courrier-des-lecteurs/303326-peche-thoniere-industrielle-la-reunion-marginalisee.html

Témoignages 70 ans
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Les pêcheurs artisans de l'océan Indien se fédèrent pour parler d'une seule voix

130.000 emplois directs dans ce secteur

10 octobre 2015

Les pêcheurs artisans des îles de l'océan Indien sont officiellement regroupés depuis jeudi au sein d'une fédération qui a pour but, entre autres, de permettre une participation efficace et informée des professionnels aux processus décisionnels affectant la gestion des pêches dans le Sud-ouest de l'océan Indien. Cette nouvelle fédération, qui a bénéficié de l'appui du programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien financé par l'Union européenne, a été lancée Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche et de l'Agriculture de la République des Seychelles.



« Cette fédération des pêcheurs artisans va vous permettre, d'abord de vous connaître nous-mêmes, de vous organiser pour mieux défendre vos intérêts et de coopérer pour agir efficacement » déclare Wallace Cosgrow, ministre de la pêche des Seychelles dans son discours de clôture.

Le programme COI-SmartFish a apporté son appui à ce mouvement car « la future stratégie des pêches et de l'aquaculture de la COI pour la période 2015-2025 fait davantage ressortir le rôle important joué par la petite pêche dans la région et la nécessité de bien prendre en compte ses spécificités et ses besoins

pour un développement durable et responsable dans nos pays », a rappelé le chef du projet, Dominique Greboval.

Les échanges entamés début 2013 entre le projet SmartFish de la COI et les groupements de professionnels de la pêche artisanale de la région ont fait ressortir la volonté partagée de création d'une « Communauté des pêcheurs de l'océan Indien ». Après s'être rencontrés une première fois à La Réunion, en mars 2014, avec l'appui du CRPMEM, pour poser les bases d'une nouvelle coopération, les pêcheurs artisans de l'océan Indien ont initié la structuration d'un groupement régional représentatif de leurs intérêts.

Cette étape constitutive se termine aujourd'hui, avec le lancement officiel de la nouvelle Fédération des Pêcheurs Artisans de l'océan Indien (FPAOI). Son siège sera à La Réunion et sa présidence assurée par les Seychelles. La fédération est parrainée par le Secrétaire général de la Confédération africaine de la pêche artisanale (CAOPA). Le Caribbean Network of Fisherfolk Organizations (CNFO) était également présent.

La structuration de ce nouveau mouvement continuera dans les prochains mois, afin qu'il soit officiellement reconnu par les instances auprès desquelles il mènera son action de plaidoyer, en particulier les administrations des pêches dans les Etats membres de la COI et les organisations régionales actives dans le secteur des pêches. Elle se consacrera également à son rôle de plateforme pour favoriser les échanges de bonnes pratiques et la coopération technique entre professionnels.

Dans nos îles de l'océan Indien, la pêche est l'un des cinq plus grands contributeurs au PIB. Elle représente près de 130.000 emplois directs, essentiellement dans le secteur artisanal qui recèle un considérable potentiel de développement socio-économique. De plus, le rôle des pêcheurs artisans dans la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire a fait l'objet de directives internationales adoptées l'an dernier par l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui participe à la mise en œuvre du programme COI-SmartFish.

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/les-pecheurs-artisans-de-l-ocean-indien-se-federent-pour-parler-d-une-seule-voix,84120.html

DomTomActu
Toute l'actualité des DOM-TOM

Une fédération pour les pêcheurs artisans de l'océan Indien
9 octobre 2015

Les pêcheurs artisans des îles de l'océan Indien sont officiellement regroupés depuis hier jeudi au sein d'une fédération. Son but : permettre « une participation efficace et informée des professionnels aux processus décisionnels affectant la gestion des pêches dans le Sud-ouest de l'océan Indien».

Cette nouvelle fédération a bénéficié de l'appui du programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien financé par l'Union européenne. Dans la région, la pêche représente près de 130.000 emplois directs, essentiellement dans le secteur artisanal.

http://www.domtomactu.com/2015/10/09/une-federation-pour-les-pecheurs-artisans-de-locean-indien-2/

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

Les pêcheurs de la zone parlent d'une seule voix

09 Octobre à 13H00



Cela a été officialisé aux Seychelles, le 8 octobre 2015. Les pêcheurs artisans de l'Océan Indien ont décidé de se fédérer pour valoriser la petite pêche "pour un développement durable et responsable" des différents pays de la zone.

"Cette fédération va permettre, d'abord, aux pêcheurs de l'Océan Indien de se connaître entre eux et de mieux s'organiser pour défendre leurs intérêts, et coopérer pour agir efficacement", déclare Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche et de l'Agriculture de la République des Seychelles.

Après une première rencontre en mars 2014 à La Réunion, puis en juillet 2015 à l'île Maurice, la fédération enfin officialisée, rappelle ses objectifs : "poursuivre la construction de ses fondations et favoriser sa reconnaissance par les institutions et les acteurs du bassin maritime de l'Océan Indien".

La FPAOI, qui regroupe des pêcheurs professionnels des Comores, Seychelles, de Madagascar, Maurice et La Réunion, bénéficie de l'appui du programme Smart Fish de la Commission de l'Océan Indien (COI) financé par l'Union Européenne. Son siège est situé à La Réunion et sa présidence assurée par les Seychelles.

Dominique Greboval, chef du projet rappelle que la stratégie qui sera mise en place pour les dix ans à venir est "de faire ressortir davantage le rôle important joué par la petite pêche dans la région et la nécessité de bien prendre en compte ses spécificités et ses besoins pour un développement durable et responsable dans ces pays". La FPAOI y aura donc toute sa place aux côtés du projet COI-Smart Fish.

http://www.ipreunion.com/actualites/reportage/2015/10/09/enfin-offcielle-les-pecheurs-de-l-ocean-indien-parlent-d-une-seule-voix,33644.html

SEYCHELLES Ministry of Tourism and Culture

Mise en place effective de la fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien



La nouvelle organisation des pêcheurs est née, aux Seychelles, de parents indianocéaniques – Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et La Réunion. Son siège est actuellement à la Réunion. Elle bénéficie du soutien financier de l'Europe (FED-FEDER) et du Conseil régional de la Réunion.

Pendant deux jours, du 6 au 8 octobre, au Savoy Seychelles Resort & Spa, les représentants des organisations professionnelles de pêche artisanale ont travaillé ardemment à la définition des statuts de la fédération.

Dominique Greboval, représentant du projet *SmartFish* de la Commission de l'océan Indien (COI), en appui technique, a rappelé que c'est une initiative qui dure depuis 2013. « Plusieurs associations ont exprimé le souhait de s'organiser et de travailler ensemble pour avoir plus de voix au niveau régional », a-t-il souligné.

Il a résumé, également, les cinq objectifs de la 'Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien' (FPAOI). A savoir, défendre les intérêts et représenter les pêcheurs artisans de l'océan Indien au niveau des instances nationales, internationales, gouvernementales et non-gouvernementales ; veiller à une participation accrue des pêcheurs à l'exploitation et la gestion des ressources halieutiques ; garantir aux pêcheurs des retombées économiques de l'exploitation des ressources marines continentales ; agir en faveur du maintien et du développement d'une pêche artisanale durable en océan Indien ; et renforcer les capacités des organisations nationales membres. « Unis pour durer », tel est le slogan, qui a été choisi.

La 'Confédération Africaine des Organisations de Pêche Artisanale' et *Caribbean Network of Fisherfolk Organisations* étaient présents et ont partagé leur expérience dans ce processus de création de la fédération.

La FPAOI contribuera, avec l'établissement de ce nouveau cadre régional, à la participation des pêcheurs professionnels dans les processus décisionnels de ce secteur, pilier de l'économie en Indianoceanie.

D'ailleurs, Léon Razaka, représentant du secrétariat de la COI, corrobore ce fait et ajoute que 80% des pêcheurs dans le monde sont des pêcheurs artisanaux. Selon lui, c'est un levier pour le développement socio-économique de l'océan Indien.

En présence de Jean-René Enilorac, préfigurateur désigné du Comite régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) de la Réunion avec Ludovic Courtois, secrétaire général du CRPMEM, du ministre de la pêche et de l'agriculture Seychelles, Wallace Cosgrow et du conseiller spécial Finley Racombo, les associations de pêcheurs artisans des cinq pays de la zone océan Indien, ont signé les statuts officiels de la nouvelle fédération.

Léon Razaka a souhaité un bon vent et une bonne mer à la nouvelle fédération. « Faites raisonner la voix des pêcheurs dans l'océan Indien », a t-il conclu lors de son intervention

http://www.pfsr.org/national-highlights/mise-en-place-effective-de-la-federation-des-pecheurs-artisans-de-locean-indien/

A.P.O.I
Agence de Presse de l'Océan Indien



Une fédération des pêcheurs de l'océan Indien

9 octobre 2015

Les pêcheurs artisans des îles de l'océan Indien sont officiellement regroupés à partir d'aujourd'hui au sein d'une fédération qui a pour but, entre autres, de permettre une participation efficace et informée des professionnels aux processus décisionnels affectant la gestion des pêches dans le Sud-ouest de l'océan Indien. Cette nouvelle fédération, qui a bénéficié de l'appui du programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien financé par l'Union européenne, a été lancée Wallace Cosgrow, ministre de la Pêche et de l'Agriculture de la République des Seychelles.

« Cette fédération des pêcheurs artisans va vous permettre, d'abord de vous connaître nous mêmes, de vous organiser pour mieux défendre vos intérêts et de coopérer pour agir efficacement » déclare Wallace Cosgrow, ministre de la pêche dans son discours de clôture.

Le programme COI-SmartFish a apporté son appui à ce mouvement car « *la future stratégie des pêches et de l'aquaculture de la COI pour la période 2015-2025 fait davantage ressortir le rôle important joué par la petite pêche dans la région et la nécessité de bien prendre en compte ses spécificités et ses besoins pour un développement durable et responsable dans nos pays* », a rappelé le chef du projet, Dominique Greboval.

Les échanges entamés début 2013 entre le projet SmartFish de la COI et les groupements de professionnels de la pêche artisanale de la région ont fait ressortir la volonté partagée de création d'une «Communauté des pêcheurs de l'océan Indien». Après s'être rencontrés une première fois à La Réunion, en mars 2014, avec l'appui du CRPMEM, pour poser les bases d'une nouvelle coopération, les pêcheurs artisans de l'océan Indien ont initié la structuration d'un groupement régional représentatif de leurs intérêts.

Cette étape constitutive se termine aujourd'hui, avec le lancement officiel de la nouvelle Fédération des Pêcheurs Artisans de l'océan Indien (FPAOI). Son siège sera à La Réunion et sa présidence assurée par les Seychelles. La fédération est parainnée par le Secrétaire général de la Confédération africaine de la pêche artisanale (CAOPA). Le Caribbean Network of Fisherfolk Organizations (CNFO) était également présent.

La structuration de ce nouveau mouvement continuera dans les prochains mois, afin qu'il soit officiellement reconnu par les instances auprès desquelles il mènera son action de plaidoyer, en particulier les administrations des pêches dans les Etats membres de la COI et les organisations régionales actives dans le secteur des pêches. Elle se consacrera également à son rôle de plateforme pour favoriser les échanges de bonnes pratiques et la coopération technique entre professionnels.

Dans nos îles de l'océan Indien, la pêche est l'un des cinq plus grands contributeurs au PIB. Elle représente près de 130.000 emplois directs, essentiellement dans le secteur artisanal qui recèle un considérable potentiel de développement socio-économique. De plus, le rôle des pêcheurs artisans dans la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire a fait l'objet de directives internationales adoptées l'an dernier par l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui participe à la mise en œuvre du programme COI-SmartFish.

http://www.agencepresse-oi.com/une-federation-des-pecheurs-de-locean-indien/

europa.eu

Sustainable fishing catching on in Madagascar

By European Union Delegation to Madagascar, European Union
08/10/2015



We are in a fishing village near Namakia, close to Mahajanga, Madagascar's second largest commercial port. It feels like the Amazon rainforest; muddy water, dense woodland and an atmosphere laden with humidity, characterise the natural habitat of the Scylla Serrata, or "mangrove crab".

Crab catches have increased substantially in recent years but the incredible potential offered by the resource could be undermined if it is not managed well.

Julienne Razafindrafara, who has been crab fishing for the past 5 years, is acutely aware of what is at stake.

Madagascar has 325 000 hectares of this type of ecosystem, which accounts for a potential fishing yield of 7 500 tonnes of crab (still largely under-exploited).

Crabs are one of the most sought-after products on the international market and have the potential to generate significant and sustainable revenues for Madagascar's coastal communities. Asian markets have a preference for larger species of live crab, which fetch around twice as much per kilo as frozen crab, which is mainly exported to Europe.

Developing this resource diversifies fishing and contributes to the food security of Madagascar's entire population. This is where Julienne's story fits in. Since 2012, she has been paying very close attention to innovative but inexpensive methods of improving storage and transport conditions, which help to dramatically reduce the mortality rate of crabs.

Julienne lives in one of the pilot villages of four regions chosen by the regional SmartFish programme run by the Indian Ocean Commission and financed by the European Union. The initiative provides support at every stage in the chain of production. The aim is to keep the mangrove crab alive and intact from capture to market.

"Just a year ago we lost almost half of our crab catch", says Julienne. Today Julienne works with some sixty fishermen. She has given them new traps to catch the bigger crabs without damaging them. She has also provided them with tanks to preserve their catch and has built two boats with shelving for transporting the crabs to Mahajanga-town. Julienne explains that the cost of these investments was already recouped after the very first month.

Speaking of the new methods introduced through the programme, she says: "the new equipment has dramatically reduced our losses and is making a big difference to our lives."

It is nightfall in the village. Tomorrow the crab fishermen will be back in the mangroves, to-ing and fro-ing as they collect the large crabs caught in the custom-made traps, under the watchful eye of Julienne, playing her part in ensuring the sustainable management of the resource.



https://europa.eu/eyd2015/en/european-union/stories/week-41-sustainable-fishing-catching-madagascar

Pêche illicite : des marins malgaches arrêtés aux Seychelles

12.10.2015



Des marins malgaches ont été interceptés par les éléments des forces de l'ordre dans les eaux territoriales des Seychelles pour pêche illicite. Ils étaient à bord de deux navires.

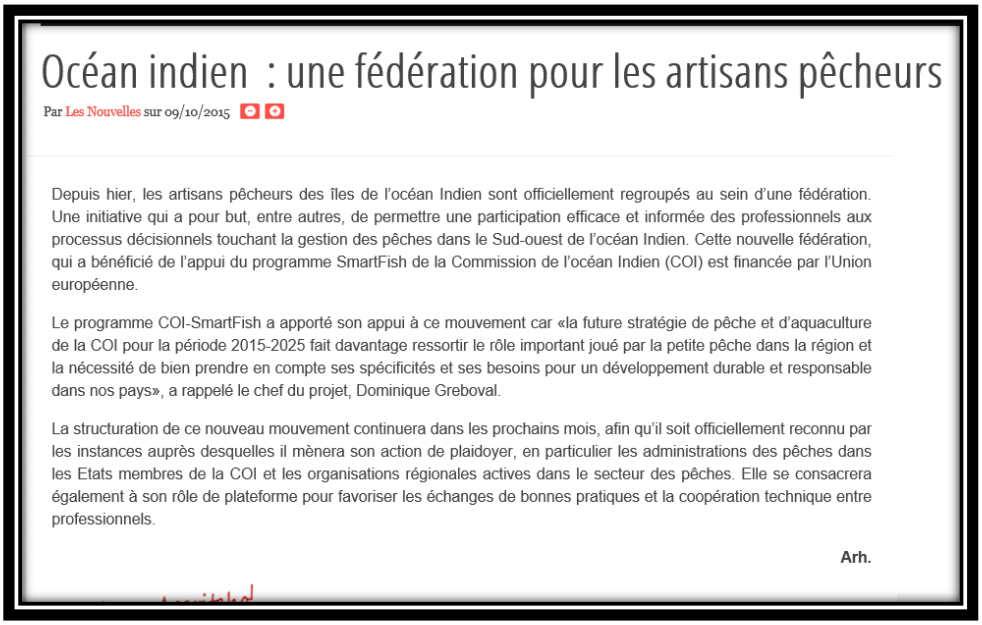
Selon les informations relayées par *Midi Madagascar*, 29 **marins malgaches** ont été pris en flagrant délit de **pêche illicite**. A bord de deux navires, le Bordeur et le Soa Vahiny, ces **marins malgaches** ont été interceptés dans les eaux territoriales des **Seychelles**. Les deux navires ont été remorqués à Port Victoria.

Dans un communiqué, les gardes côtes des **Seychelles** ont indiqué que leur navire de patrouille "*a découvert les deux bateaux lors d'une patrouille de routine autour des îles extérieures. Une équipe des gardes côtes a ensuite été envoyée à bord des navires pour effectuer des recherches et interroger l'équipage*".

Les forces de l'ordre ont indiqué que les marins ont été pris dans la **Zone Economique Exclusive des Seychelles**. Actuellement, ils attendent leur procès qui devrait se dérouler d'ici les prochains jours. Par ailleurs, accusés pour **pêche illicite**, ces marins malgaches devraient s'acquitter d'une amende de près de 45 000 dollars US (39 500 euros). Cette somme correspondrait au nombre de jours passés à effectuer illicitement la pêche dans les eaux seychelloises. Pour autant, selon les dernières informations, aucune trace de poissons n'a été trouvée à bord des deux navires après les fouilles effectuées par les autorités compétentes.

L'archipel des **Seychelles** se compose de 115 îles réparties, dans une Zone Economique Exclusive de 1,3 million de kilomètres carrés d'océan, qui est difficile pour la police d'empêcher la pêche illégale.

http://www.linfo.re/ocean-indien/seychelles/678700-peche-illicite-des-marins-malgaches-arretes-aux-seychelles



Océan indien : une fédération pour les artisans pêcheurs

Par Les Nouvelles sur 09/10/2015

Depuis hier, les artisans pêcheurs des îles de l'océan Indien sont officiellement regroupés au sein d'une fédération. Une initiative qui a pour but, entre autres, de permettre une participation efficace et informée des professionnels aux processus décisionnels touchant la gestion des pêches dans le Sud-ouest de l'océan Indien. Cette nouvelle fédération, qui a bénéficié de l'appui du programme SmartFish de la Commission de l'océan Indien (COI) est financée par l'Union européenne.

Le programme COI-SmartFish a apporté son appui à ce mouvement car «la future stratégie de pêche et d'aquaculture de la COI pour la période 2015-2025 fait davantage ressortir le rôle important joué par la petite pêche dans la région et la nécessité de bien prendre en compte ses spécificités et ses besoins pour un développement durable et responsable dans nos pays», a rappelé le chef du projet, Dominique Greboval.

La structuration de ce nouveau mouvement continuera dans les prochains mois, afin qu'il soit officiellement reconnu par les instances auprès desquelles il mènera son action de plaidoyer, en particulier les administrations des pêches dans les Etats membres de la COI et les organisations régionales actives dans le secteur des pêches. Elle se consacrera également à son rôle de plateforme pour favoriser les échanges de bonnes pratiques et la coopération technique entre professionnels.

Arh.

http://www.newsmada.com/2015/10/09/ocean-indien-une-federation-pour-les-artisans-pecheurs/

Développement Durable

Maurice Info
www.maurice-info.mu
#mauriceinfomu

La COI crée une dynamique régionale en matière de développement durable

11 octobre 2015

– La Commission de l'océan Indien (COI), en partenariat avec la Fondation des jeunes pour un développement durable (FJDD), ont tenu le premier forum régional du programme Inspired Generations ces 08 et 09 octobre 2015, à l'hôtel Labourdonnais, île Maurice. Dix-huit projets de développement, au niveau local, ont été proposés par les représentants des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar lors de cette rencontre.



La COI crée une dynamique régionale en matière de développement durable

Inspired Generations a pour vision la création et la mise en interaction d'un réseau local d'acteurs partageant la volonté commune de bâtir une société durable. En tant qu'initiative innovante en matière de développement durable, la COI, par le biais de son projet ISLANDS, qui est financé par l'Union européenne, apporte son soutien dans sa mise en œuvre dans la région.

A ce jour, « Inspired Generations a permis de mettre en place neuf comités locaux de développement durable. Plus de 2000 personnes sont mobilisées dans cette dynamique régionale » relate Gina Bonne, chargée de mission à la COI.

Suite aux échanges entrepris par ces parties prenantes, chaque comité local a identifié et proposé deux projets locaux lors de ce forum. Ces propositions ont été certifiées avoir suivi la méthodologie développée dans le cadre d'Inspired Generations. Cette certification permettra de donner une crédibilité accrue aux projets afin que les initiatives locales soient reconnues au niveau international et s'inscrivent dans un processus partagé et standardisé qui, en plus de veiller à ce que les programmes reflètent les réelles priorités locales, puisse également garantir la qualité, et donc l'éligibilité de ces derniers auprès des bailleurs.

Cet évènement a vu le jour grâce au partenariat entre la COI, la FJDD, la convention sur la diversité biologique (CDB), Air Austral et Le Caudan. Il s'inscrit dans le cadre des efforts du projet COI-ISLANDS à promouvoir la planification intégrée pour le développement durable. En effet cette notion est étroitement liée à celle de la coopération systématique entre tous les acteurs concernés.

http://www.maurice-info.mu/la-coi-cree-une-dynamique-regionale-en-matiere-de-developpement-durable.html

Témoignages 70 ans
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Jeunesse et développement durable avec la COI

Premier forum régional du programme Inspired Generations

10 octobre 2015, par Témoignages.re

Dans un communiqué diffusé hier, la Commission de l'océan Indien revient sur la tenue d'une manifestation impliquant notamment des jeunes de notre région.



La Commission de l'océan Indien (COI), en partenariat avec la Fondation des jeunes pour un développement durable (FJDD), ont tenu le premier forum régional du programme Inspired Generations ces 08 et 09 octobre 2015, à l'hôtel Labourdonnais, île Maurice. Dix-huit projets de développement, au niveau local, ont été proposés par les représentants des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar lors de cette rencontre.

Inspired Generations a pour vision la création et la mise en interaction d'un réseau local d'acteurs partageant la volonté commune de bâtir une société durable. En tant qu'initiative innovante en matière de développement durable, la COI, par le biais de son projet ISLANDS, qui est financé par l'Union européenne, apporte son soutien dans sa mise en œuvre dans la région.

À ce jour, « Inspired Generations a permis de mettre en place neuf comités locaux de développement durable. Plus de 2000 personnes sont mobilisées dans cette dynamique régionale » relate Gina Bonne, chargée de mission à la COI.

Suite aux échanges entrepris par ces parties prenantes, chaque comité local a identifié et proposé deux projets locaux lors de ce forum. Ces propositions ont été certifiées avoir suivi la méthodologie développée dans le cadre d'Inspired Generations. Cette certification permettra de donner une crédibilité accrue aux projets afin que les initiatives locales soient reconnues au niveau international et s'inscrivent dans un processus partagé et standardisé qui, en plus de veiller à ce que les programmes reflètent les réelles priorités locales, puisse également garantir la qualité, et donc l'éligibilité de ces derniers auprès des bailleurs.

Cet évènement a vu le jour grâce au partenariat entre la COI, la FJDD, la convention sur la diversité biologique (CDB), Air Austral et Le Caudan. Il s'inscrit dans le cadre des efforts du projet COI-ISLANDS à promouvoir la planification intégrée pour le développement durable. En effet cette notion est étroitement liée à celle de la coopération systématique entre tous les acteurs concernés.
http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/jeunesse-et-developpement-durable-avec-la-coi,84121.html

COI crée une dynamique régionale

12 octobre 2015

La Commission de l'océan Indien (COI), en partenariat avec la Fondation des jeunes pour un développement durable (FJDD), ont tenu le premier forum régional du programme *Inspired Generations* ces 08 et 09 octobre 2015, à l'hôtel Labourdonnais, île Maurice. Dix-huit projets de développement, au niveau local, ont été proposés par les représentants des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar lors de cette rencontre.

Inspired Generations a pour vision la création et la mise en interaction d'un réseau local d'acteurs partageant la volonté commune de bâtir une société durable. En tant qu'initiative innovante en matière de développement durable, la COI, par le biais de son projet ISLANDS, qui est financé par l'Union européenne, apporte son soutien dans sa mise en œuvre dans la région.

A ce jour, « *Inspired Generations* a permis de mettre en place neuf comités locaux de développement durable. Plus de 2000 personnes sont mobilisées dans cette dynamique régionale » relate Gina Bonne, chargée de mission à la COI.

Suite aux échanges entrepris par ces parties prenantes, chaque comité local a identifié et proposé deux projets locaux lors de ce forum. Ces propositions ont été certifiées avoir suivi la méthodologie développée dans le cadre d'*Inspired Generations.* Cette certification permettra de donner une crédibilité accrue aux projets afin que les initiatives locales soient reconnues au niveau international et s'inscrivent dans un processus partagé et standardisé qui, en plus de veiller à ce que les programmes reflètent les réelles priorités locales, puisse également garantir la qualité, et donc l'éligibilité de ces derniers auprès des bailleurs.

Cet évènement a vu le jour grâce au partenariat entre la COI, la FJDD, la convention sur la diversité biologique (CDB), Air Austral et Le Caudan. Il s'inscrit dans le cadre des efforts du projet COI-ISLANDS à promouvoir la planification intégrée pour le développement durable. En effet cette notion est étroitement liée à celle de la coopération systématique entre tous les acteurs concernés.

http://www.agencepresse-oi.com/coi-cree-une-dynamique-regionale/



TINAL, PORT-LOUIS, 3
DI 9 OCTOBRE 2015

Traitement différencié pour les PEID

Suite de la page 1

Il avait souligné les conditions dans lesquelles les natifs de l'archipel avaient été excisés. Il aussi rappelé à la tribune d l'ONU que le tribunal d'arbitrage sous la convention du droit de la mer, avait donné gain de cause à Maurice contre l'Angleterre par rapport à la tentative de créer une Marine Protected Area autour de l'archipel Chagos. Pour ce qui est de Tromelin, SAJ a dit souhaiter une solution rapide sur ce désaccord avec la France. Le chef du gouvernement a aussi eu un tête-à-tête avec le président de la 70e session de l'assemblée générale des Nations unies, Mogens Lykketoft, au siège de l'ONU à New York, jeudi. Il a, ainsi, sollicité son soutien au cas où le pays décide d'avoir recours à un avis consultatif de la Cour internationale de Justice, qui est l'organe principal de l'ONU à La Haye aux Pays-Bas. Le Premier ministre a aussi évoqué la nécessité d'un traitement différencié pour les Petits Etats Insulaires en développement (PEID/SIDS) en raison de leur vulnérabilité. Le changement climatique et l'importance vitale d'un accord mondial à la prochaine Conférence de Paris ont aussi été abordés à cette occasion. Lors de son passage à New York, le chef du gouvernement avait aussi rencontré le président sud-africain, Jacob Zuma, pour discuter des relations commerciales et diplomatiques entre les deux pays.

Jean-Denis Permal



Le Matinal 14 Oct 15

IM Eco & Business

COI : le premier forum régional d'Inspired Generations pour une société durable

La conférence s'est tenue à Port-Louis.

En vue de créer une dynamique régionale en matière de développement durable, la Commission de l'océan Indien (COI), en partenariat avec la Fondation des jeunes pour un développement durable (FJDD), ont tenu le premier forum régional du programme Inspired Generations les 8 et 9 octobre 2015, à l'hôtel Labourdonnais, Port Louis.

Selon la COI, "dix-huit projets de développement, au niveau local, ont été proposés par les représentants des Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar lors de cette rencontre."

Créer une dynamique régionale en matière de développement durable.

Inspired Generations a pour objectif de mettre en réseau les acteurs locaux qui oeuvrent pour bâtir ensemble une société durable. Selon la COI, neuf comités locaux de développement ont pu collaborer, fédérant plus de 2000 personnes.

Cette initiative dans le domaine de l'innovation dans le développement durable a bénéficié du soutien de l'Union Européenne, la FJDD, la Convention sur la diversité Biologique, Air Austral et Caudan.

Selon la COI, "suite aux échanges entrepris par ces parties prenantes, chaque comité local a identifié et proposé deux projets locaux lors de ce forum.

Ces propositions ont été certifiées avoir suivi la méthodologie développée dans le cadre d'Inspired Generations. Cette certification permettra de donner une crédibilité accrue aux projets afin que les initiatives locales soient reconnues au niveau international et s'inscrivent dans un processus partagé et standardisé qui, en plus de veiller à ce que les programmes reflètent les réelles priorités locales, puisse également garantir la qualité, et donc l'éligibilité de ces derniers auprès des bailleurs."



18 sustainable development projects identified

The first regional forum of the Inspired Generations' programme promoted by the Indian Ocean Commission (IOC) in collaboration with the *Fondation des Jeunes pour un Développement Durable*, has chalked out a total of 18 projects related to sustainable development in the Indian Ocean islands.

Representatives from Comoros, Madagascar, Mauritius, Seychelles and Zanzibar discussed how they can promote sustainable development in their respective countries. Inspired Generations aims at setting up a network of stakeholders working on sustainable development.

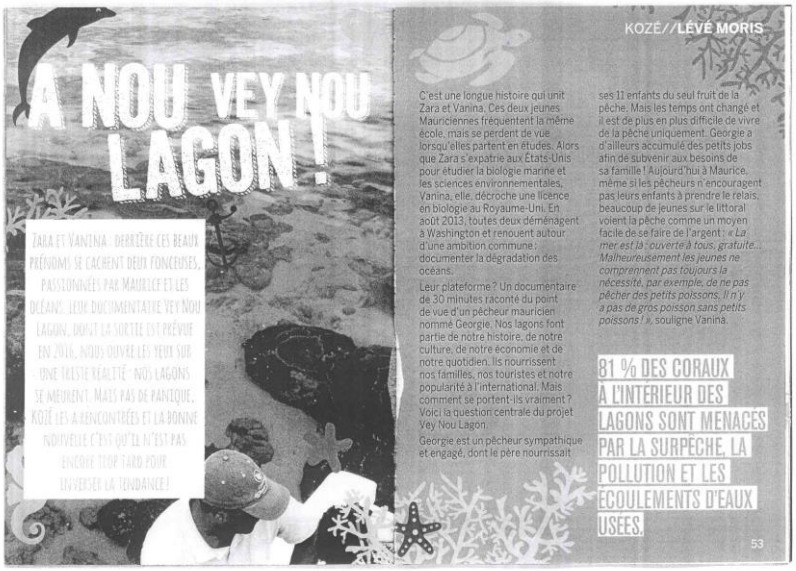
The programme is part of the ISLANDS project backed by the IOC and funded by the European Union. A total of nine local committees on sustainable development have been set up and have seen the mobilisation of more than 2,000 people according to Gina Bonne, the in-charge of the mission at the IOC.

During the deliberations of the representatives last week in Port Louis, each local committee identified and proposed two projects. The propositions were certified for having followed a methodology developed in the wake of the Inspired Generations' programme.

The certification is expected to provide credibility to the projects and to have them recognised on the international level. ■

ish news magazine | issue n° 166 |

Weekly 15-21 Oct 2015



A NOU VEY NOU LAGON !

ZARA ET VANINA : DERRIÈRE CES BEAUX PRÉNOMS SE CACHENT DEUX FONCEUSES, PASSIONNÉES PAR MAURICE ET LES OCÉANS. LEUR DOCUMENTAIRE VEY NOU LAGON, DONT LA SORTIE EST PRÉVUE EN 2016, NOUS OUVRE LES YEUX SUR UNE TRISTE RÉALITÉ : NOS LAGONS SE MEURENT. MAIS PAS DE PANIQUE, KOZÉ LES A RENCONTRÉES ET LA BONNE NOUVELLE C'EST QU'IL N'EST PAS ENCORE TROP TARD POUR INVERSER LA TENDANCE !

KOZÉ//**LÉVÉ MORIS**

C'est une longue histoire qui unit Zara et Vanina. Ces deux jeunes Mauriciennes fréquentent la même école, mais se perdent de vue lorsqu'elles partent en études. Alors que Zara s'expatrie aux États-Unis pour étudier la biologie marine et les sciences environnementales, Vanina, elle, décroche une licence en biologie au Royaume-Uni. En août 2013, toutes deux déménagent à Washington et renouent autour d'une ambition commune : documenter la dégradation des océans.

Leur plateforme ? Un documentaire de 30 minutes raconté du point de vue d'un pêcheur mauricien nommé Georgie. Nos lagons font partie de notre histoire, de notre culture, de notre économie et de notre quotidien. Ils nourrissent nos familles, nos touristes et notre popularité à l'international. Mais comment se portent-ils vraiment ? Voici la question centrale du projet Vey Nou Lagon.

Georgie est un pêcheur sympathique et engagé, dont le père nourrissait ses 11 enfants du seul fruit de la pêche. Mais les temps ont changé et il est de plus en plus difficile de vivre de la pêche uniquement. Georgie a d'ailleurs accumulé des petits jobs afin de subvenir aux besoins de sa famille ! Aujourd'hui à Maurice, même si les pêcheurs n'encouragent pas leurs enfants à prendre le relais, beaucoup de jeunes sur le littoral voient la pêche comme un moyen facile de se faire de l'argent : *« La mer est là : ouverte à tous, gratuite... Malheureusement les jeunes ne comprennent pas toujours la nécessité, par exemple, de ne pas pêcher des petits poissons, il n'y a pas de gros poisson sans petits poissons ! »*, souligne Vanina.

81 % DES CORAUX À L'INTÉRIEUR DES LAGONS SONT MENACÉS PAR LA SURPÊCHE, LA POLLUTION ET LES ÉCOULEMENTS D'EAUX USÉES.

53



EN 2009, UNE AUGMENTATION DE LA TEMPÉRATURE DE LA SURFACE DE L'EAU AU-DESSUS DE LA MOYENNE (29°) A PROVOQUÉ UN BLANCHIMENT DES CORAUX DANS DIFFÉRENTS LAGONS DE L'ÎLE. CET ÉVÉNEMENT A AFFECTÉ 50 À 60 % DES CORAUX.

LES CORAUX

Les coraux peuvent résister au changement climatique, mais ils ont besoin de temps pour s'adapter et se régénérer. Alors pran kont !

- Si tu as un bateau, jette ton ancre sur un banc de sable ! Tuer un corail, c'est tuer tout un écosystème.
- Lorsque tu plonges, ne touche pas aux coraux et ne pose pas les pieds n'importe où.
- Consomme moins d'eau. Le reversement des eaux usées dans la mer a un impact considérable sur la santé de nos lagons !

54

KOZÉ//**LÉVÉ MORIS**

Mais ne nous voilons pas la face : il est facile de blâmer les pêcheurs, les hôteliers, les prestataires d'activités nautiques... La vérité est plus dure à entendre : nous sommes tous responsables ! En tant que citoyens, nous devons assumer nos responsabilités et contribuer à la santé du lagon. Le message de Zara et Vanina est émouvant, mais surtout ultraréaliste : *« We all want our healthy ocean back, with plentiful fish and colorful reefs. Solutions exist but alone we are only a small fish in a vast ocean. We need you and this is a platform to bring all of us together. It is as a community that we will succeed. Together, let's Vey nou Lagon. »* D'ailleurs, le documentaire est moins une prophétie apocalyptique qu'un message d'espoir. Plusieurs success stories sont mises en avant, et notamment l'apport ultrapositif d'associations comme REEF ou encore le projet SmartFish de la Commission de l'Océan Indien (COI). Sans oublier les pêcheurs et acteurs du terrain qui contribuent chaque jour à la santé de nos lagons !

L'EXEMPLE DE RODRIGUES

À Rodrigues, la pêche à l'ourite est limitée à 10 mois de l'année depuis 2012. D'ailleurs, les pêcheurs et spécialistes ont observé des résultats impressionnants dès la première année puisque le niveau de la pêche à l'ourite avait presque retrouvé celui de 2003. Après 15 ans de déclin, la quantité d'ourites est revenue, en 2013, à un niveau quasi normal grâce à cette initiative. *« Les pêcheurs rodriguais se voient offrir du travail en off-season, afin de garder une source de revenus »*, expliquent les filles. Les travaux sont, par exemple, la culture d'espèces endémiques et indigènes, la plantation d'arbres fruitiers et de légumes dans des espaces communautaires, et enfin le nettoyage des plages, des routes et des îles. Certains pêcheurs rejoignent même l'équipe de surveillance de l'Assemblée Régionale de Rodrigues !

Même si tu adores le poisson, tu peux faire des choix :

- Consommer du poisson local plutôt que du poisson importé
- Refuser d'acheter des petits poissons (toute l'année !) et ne pas acheter d'ourite quand la pêche est fermée à Rodrigues entre août et octobre
- Ne pas manger des espèces dont les stocks sont déjà surexploités, comme le thon.

www.veynoulagon.com
facebook.com/veynoulagon

55

BUSINESS MAGAZINE

Ligne aérienne régionale: Air Mauritius commandite une étude de faisabilité

7 octobre 2015 au mardi 13 octobre 2015



Air Mauritius espère toucher une vingtaine d'aéroports avec la ligne aérienne régionale.

Une nouvelle étape a été franchie cette semaine en vue du lancement d'une ligne aérienne régionale par Air Mauritius. Les quatre consultants internationaux choisis par la compagnie pour entreprendre une étude de faisabilité ont soumis leurs propositions au conseil d'administration. Au Paille en Queue Court, il est estimé qu'une fois le contrat alloué, l'étude de faisabilité sera prête d'ici à la fin de l'année.

D'emblée, il est important de préciser que le projet d'Air Mauritius (MK) n'a rien à voir avec l'Alliance Vanille. Cette initiative de la Commission de l'océan Indien (COI) à laquelle Air Mauritius dit participer pleinement a pour objectif d'améliorer la collaboration entre les lignes aériennes de la région pour renforcer la connectivité inter-îles. Un accord en ce sens a d'ailleurs été signé entre les compagnies aériennes de l'indianocéanie, le 21 septembre.

En revanche, le projet de subsidiaire régionale envisagé par MK s'insère dans le cadre de la stratégie africaine du gouvernement énoncée récemment par le Premier ministre, sir Anerood Jugnauth, lors du dévoilement de la Vision 2030.

Pourquoi une ligne aérienne régionale ? «*Certainement pas pour compromettre le réseau d'Air Mauritius*», rétorque une source approchée par *Business Magazine*. Bien au contraire, l'idée est de rendre les vols long-courriers plus rentables. D'autant plus qu'il a été constaté que plus de 50 % des personnes qui atterrissent à l'aéroport Sir

Seewoosagur Ramgoolam (SSR) en provenance du bassin océan Indien sont des passagers en correspondance.

Permettra à Maurice d'étendre son territoire en Afrique

La compagnie d'aviation régionale sera donc un outil pour permettre à la société mère de saisir toutes les opportunités qui se présenteront à elle avec l'évolution géopolitique et macroéconomique dans cette partie du monde. Par la même occasion, elle permettra à Maurice d'étendre son territoire en Afrique en se positionnant comme un partenaire économique incontournable. Déjà, il est question de développer des zones économiques spéciales au Ghana, à Madagascar et au Sénégal.

La direction de MK estime également que la desserte de la région par la compagnie régionale va aussi contribuer à booster les industries touristique et financière tout en favorisant le commerce, ainsi que le projet de Duty free island.

Le potentiel existe, mais Air Mauritius dit avancer avec prudence. D'abord, elle cherche à déterminer l'impact sur le trafic passager en recherchant l'aide des experts pour effectuer des simulations. D'autres questions aussi importantes se posent également notamment le choix des appareils et les destinations qui seront couvertes. Parallèlement, il est important de savoir après combien de temps une telle entreprise sera viable et quelles synergies développer avec le réseau existant d'Air Mauritius. L'étude de faisabilité devra répondre à toutes ces questions.

Pourquoi une nouvelle marque ?

En attendant, les réflexions en cours à Port-Louis indiquent que Maurice ne réunit pas les conditions pour devenir un hub Low cost car le modèle de compagnie aérienne à bas coût est construit autour des vols d'une durée de moins de 4 heures et à très forte utilisation. Ces lignes aériennes opèrent aussi sur les routes offrant un important volume de trafic. Cela dit, pour s'assurer d'un bon rapport coût-efficacité, Air Mauritius pourrait développer un modèle hybride en y incorporant certaines caractéristiques du Low cost. Le but étant bien évidemment d'offrir un prix compétitif pour le billet.

Cependant, l'un des préa-lables à la matérialisation de ce projet d'envergure est son auto-nomie financière et la profitabilité. La direction de MK au Paille en Queue Court est consciente de la nécessité de mettre en place une structure suffisamment efficiente, afin d'assurer non seulement la viabilité de la subsidiaire, mais aussi de lui permettre de pratiquer des prix bas. Le fret étant aussi un élément très important sur les routes régionales, Air Mauritius gagnerait à l'y inclure dans l'élaboration de sa stratégie.

C'est pour accorder l'attention nécessaire à la région que MK a choisi de déléguer la desserte régionale à une nouvelle compagnie au lieu de se charger elle-même de cette responsabilité. C'est du moins la raison qui est avancée car le statut de transporteur national comporte des limites que la direction d'Air Mauritius ne souhaite pas transférer à la nouvelle entité.

En sus de desservir les îles de l'océan Indien, le Sud et l'Est de l'Afrique, la compagnie régionale aura aussi un rôle de feeder, afin de renforcer le positionnement de l'aéroport SSR comme un centre névralgique.

Avec la mise en route de sa compagnie régionale, Air Mauritius espère toucher presque une vingtaine d'aéroports dans la zone et en Afrique.

http://www.businessmag.mu/article/ligne-aerienne-regionale-air-mauritius-commandite-une-etude-de-faisabilite

Al-watwan

Transport aérien. Inter-Iles. Plus haut, plus loin !

La décision de remettre à Inter-Iles la gestion de cet appareil, qui a été acheté par l'Etat, s'expliquerait par le fait qu'Inter Iles est la seule compagnie aérienne de droit comorien et immatriculée aux Comores.

C'est officiel : le Let 410 Sn - 2719 (matricule D6-Noa), jusqu'ici propriété de l'Etat, appartient désormais à la compagnie Inter Iles Air. L'appareil s'est posé hier, en fin de matinée, sur le tarmac de l'aéroport Moroni-Hahaya. A cette occasion, une courte cérémonie a été organisée pour marquer l'événement. Le président de la République, qui a fait spécialement le déplacement, a déclaré : *«Nous sommes venus voir de visu l'arrivée de cet avion. Cela fait longtemps qu'on l'a acheté, mais pour des problèmes de formalités, entre autres, il n'a pas pu venir plus tôt»*.

Finaliser bientôt

Pour Ikililou Dhoinine, il faut que chaque citoyen donne le meilleur de lui-même pour réussir le développement des Comores. *"Le travail accompli jusqu'ici par Inter Iles nous a convaincu qu'elle saurait gérer au mieux cet appareil et contribuer au désenclavement et à la construction du pays»* a-t-il ajouté.

Selon lui, après toutes les difficultés rencontrées par les athlètes comoriens pour se rendre à La Réunion lors des derniers Jeux des îles de l'océan Indien, l'arrivée de cet appareil est *"une bonne chose comme vous devez sans doute l'imaginer»*.

A la fin de son court message, Ikililou Dhoinine a lancé quelques piques à l'endroit de ces compagnies aériennes qui *«ne soulignent jamais les efforts que nous déployons pour alléger leur travail. Nous avons baissé le prix du carburant, mais on ne le dit pas. Nous avons, en effet, baissé le carburant de 100 francs, passant de 500 à 400 francs comoriens le litre»*.

La veille, Seffoudine Inzoudine, directeur général d'Inter Iles, a expliqué à la presse comorienne que cette acquisition répondait à un besoin d'ouvrir les perspectives et de *«faciliter la vie des Comoriens et de tous les voyageurs de Moroni-Dar es Salam en simplifiant leurs déplacements»*.

Son ambition est de faire d'Inter Iles Air la compagnie nationale des Comores. *«Pour cela, tout devrait être finalisé dans un futur pas très lointain, car vous n'êtes pas sans savoir que le gouvernement nous a désigné comme représentant dans l'accord de création de l'Alliance Vanille, signé récemment à Tananarive et regroupant toutes les compagnies nationales des pays de la Coi. La signature que j'ai apposée au bas du document nous honore et nous engage pleinement. Soyez assurés que nous ferons tout pour représenter notre pays dans ce grand projet de développement de notre région»* a indiqué Seffoudine Inzoudine.

En achetant le Let 410 Sn : 2719, Inter Iles s'offre là le cinquième appareil de sa flotte aérienne. *«Nos îles ont des charmes à vendre, à faire découvrir au monde et Inter Iles entend rester un des acteurs majeurs du développement du tourisme dans notre pays»* a-t-il souligné hier dans son discours.

Un Boeing, bientôt !

A la question de savoir pourquoi Inter Iles et pas une autre compagnie. Une source proche du palais présidentiel de Beit-salam a répondu qu'Inter Iles était la seule compagnie aérienne de droit comorien et immatriculée aux Comores. La même source explique qu'elle présente trois autres avantages: *«D'abord, le prestige d'avoir une compagnie nationale comme tous les autres pays. Ensuite la création d'emplois et enfin la possibilité pour les Comores d'avoir un avion d'envergure comme un Boeing dans le fleuron national»*.

En effet, le directeur général de la compagnie promet que bientôt, Inter Iles air va acquérir un Boeing. Rien que ça. La société se serait également engagée à créer une centaine d'emplois. Le contrat, dit de performance, sera finalisé dans les prochaines semaines.

Parallèlement, l'Etat entend accompagner Ab aviation dans l'intérêt des Comoriens. *«Il faut éviter le monopole. Et puis à Ab aviation, ce sont aussi des Comoriens qui y travaillent, donc nous n'avons pas vocation à les mettre au chômage. Il faut bien qu'il y ait des compagnies privées»*.

Au niveau de l'appareil lui-même, Seffoudine Inzoudine parle d'un avion *«en bon état et de dix-neuf places, avec une vitesse de 350 kilomètres par heure»*.

Le Let 410 Sn peut rallier Moroni-Dar es Salam en deux heures de temps. Bientôt, au début du mois prochain, les vols devraient être opérationnels avec deux allers-retours par semaine. En attendant, l'appareil va desservir dès la semaine prochaine les îles de l'archipel et Majunga où le vol inaugural a récemment eu lieu.

Deux ans de services

Le Let 410 Sn : 2719 est conçu en 2010 et *«n'a eu que deux ans de services. Après ces deux ans, l'appareil est retourné à l'usine pour une visite entrant dans le cadre des visites calendaires et horaires, ce qui est tout à fait normal»*, explique le commandant de bord, Mohamed Saandi Anzi, pilote de ligne et inspecteur de l'aviation civile comorienne.

Avant d'atterrir sur le tarmac de l'Aimpsi, il a effectué plusieurs escales depuis son départ de la République Tchèque : Serbie, Grèce, Chypre, Egypte, Soudan, Ethiopie, Kenya, Tanzanie puis les Comores. Trois pilotes et un mécanicien ont accompagné l'avion tout au long de ce trajet. Les deux pilotes vont rentrer à Prague tandis que l'autre, un Russe, va être le pilote du Let Sn : 2719 avec Mohamed Saandi Anzi.

Abdallah Mzembaba
à Dar-es-Salam



SUITE DE LA PAGE 47

malheureusement Air Madagascar. La situation de cette compagnie est préoccupante. Elle a besoin d'une gestion rigoureuse et transparente pour se remettre en route. Son maintien dans l'annexe B de la liste de sûreté de l'Union européenne, les paralysies fréquentes et les 30 jours de grève l'été dernier ont davantage creusé ses pertes et terni son image et sa crédibilité.

Il existe donc un consensus et des stratégies autour du développement du trafic régional mais les marges de manœuvre en particulier financières des compagnies de l'océan Indien restent étroites. Selon certaines sources, des tractations avec les instances étatiques seraient en cours.

Reste maintenant la problématique des taxes et des visas. Le rapport « Les ailes de l'Indiaocéanie » montre que les prix de l'ensemble des compagnies aériennes de l'océan Indien sont en effet plus élevés de 425% par rapport aux prix opérés en Europe (par rapport à une compagnie à bas coûts comme EasyJet). Certaines sont même six fois plus chères. Les prix sont également deux à trois fois plus onéreux que ceux pratiqués dans la région des Caraïbes. Les taxes payées par un passager sur son billet d'avion représentent environ un tiers du prix du billet voire même la moitié sur certaines routes, comme par exemple celle entre Maurice et La Réunion, qui en fait une des routes les plus chères au monde au kilomètre.

La question de la taxe a été abordée entre la COI et les états concernés. Les pays de l'Indiaocéanie travaillent également vers un assouplissement des visas avec une catégorisation plus souple et adaptée. Selon la COI, « c'est un levier sur lequel ils peuvent agir au niveau régional ».

Enfin, une meilleure connectivité passe par la possibilité de la création d'une compagnie aérienne régionale « low cost ». Mise au placard, cette option a été remise sur la table. Un récent rapport de la firme KPMG («Indian Ocean Aviation, The Way Forward») souligne sa nécessité et son utilité pour la région. Reste à savoir si cette piste trouvera un consensus et un financement.

ooooo

Selon Jean-Claude de l'Estrac, une compagnie régionale « low cost » doit développer la connectivité inter-îles et il ne s'agit en aucun cas de freiner les initiatives et la coopération des compagnies aériennes. Cette compagnie régionale, dont l'actionnariat pourrait être réparti entre les compagnies aériennes de l'océan Indien, générera un nouveau trafic (une hausse de l'ordre de 40% des passagers selon les estimations). Ce n'est en aucun cas une répartition du trafic existant et c'est en conformité avec la stratégie « Iles Vanilles ».

Le transport aérien dans l'océan Indien est arrivé à la croisée des chemins. Il est un vecteur essentiel au développement économique et touristique pour créer des emplois, générer et redistribuer des richesses. Une politique cohérente, régionale et ouverte est désormais en place et peut servir de modèle pour le continent africain. L'évolution du secteur aérien au niveau mondial et les difficultés auxquelles font face des compagnies aériennes de l'océan Indien pousseront inexorablement à davantage de coopération, d'entente voire un mouvement de fusion ou encore la création d'un marché régional (proposition des Seychelles).

Le processus est désormais enclenché. Il incombe maintenant aux compagnies, aux états et au marché de façonner sa route pour on l'espère, un envol serein et durable. ■

SUMMARY

The Vanilla Alliance: a taste of the future

Under the leadership of the Indian Ocean Commission (COI), the companies Air Austral, Air Madagascar, Air Mauritius, Air Seychelles and Inter Ile Air, signed in September a multilateral cooperation agreement called the "Vanilla Alliance". **Vincent Chappard** *reports.*

The Vanilla Alliance is a novel and promising partnership under the leadership of the Indian Ocean Commission (IOC). It consists of Air Austral, Air Madagascar, Air Mauritius and Air Seychelles, which all signed a multilateral cooperation agreement last September.

The Vanilla Alliance agreement is a significant and concrete improvement in the air services serving the islands of the Indian Ocean, and is designed to lead to strong synergies between the signatory companies.

"We have high hopes that this agreement will allow traffic growth," said Jean-Claude de l'Estrac, secretary general of the IOC. "This agreement is an essential tool to the emergence of a diversified tourism product."

It signifies a changing mindset; there is now a common will to improve overall regional competitiveness, where everyone agrees to defend collectively their common interests through strengthening tourism supply, traffic development, business facilitation and increase trade.

How come after many years where some Indian Ocean airlines have been reluctant to work together has there now been this relatively quick agreement?

In 2003 the IOC organized an unprecedented international conference on strategies and issues in air transport. It implemented a study which led to a report ("Les ailes de l'Indiaocéanie") which became the driving force behind the eventual decision – via increased awareness at the political level in the region of the importance of such a deal; and that the status quo was not an option.

The report's recommendations were accepted and validated by the Council of Ministers of the IOC - an important act because without political approval, there is no breakthrough in the field of transport.

The Council of Ministers set up two committees in March 2015, an airlines committee and a committee of government and civil aviation. The signatories to the Vanilla Alliance now have a road map towards more attractive tariff packages for passengers, connectivity programs, optimization of code sharing and pooling of means.

"The goal of all players in the short term is to create a daily connection between each of the islands in the region," said Jean-Claude de l'Estrac.

There have already been real initiatives between operators. These include the development of traffic between the Seychelles and Madagascar, the launching of the "Pass Vanilla" by Air Austral and and the creation of EWA Air in Mayotte.

The "Les ailes de l'Indiaocéanie" report showed that ticket prices set by Indian Ocean airlines are 425 percent higher than prices for similar distances flown in Europe (compared to low-costs airlines such as EasyJet). They are also two to three times more expensive than those charged in the Caribbean region.

Revue de presse de la COI produite par le centre de documentation

Didier Robert: Une nouvelle compagnie et piste d'atterrissage pour Pierrefonds



André Thien Ah Koon sera sans doute rassuré. Le candidat et président sortant, Didier Robert, dévoilait ce matin sa stratégie pour l'aéroport de Pierrefonds.

Un aéroport qu'il continue de voir comme "*un point de développement structurant pour le sud et l'ensemble de La Réunion*". Si le candidat de la plateforme de la droite se félicite des actions déjà engagées, il entend poursuivre, à l'issue des Régionales, son projet pour le sud qui repose en grande partie sur l'aménagement de la zone aéroportuaire.

Le projet de nouvelle compagnie aérienne (en phase d'étude) desservirait les pays de l'océan Indien et une partie des pays de l'Afrique de l'est uniquement à destination et provenance de Pierrefonds. Une manière de travailler en complémentarité avec l'aéroport de Roland Garros. La compagnie low cost portée par la Sematra, l'actionnaire principal d'Air Austral, en partenariat avec les autres compagnies de l'océan Indien pratiquerait des tarifs de 30 à 50 % moins cher. *"C'est le modèle économique du transport aérien qui va être modifié"*, selon lui. Le candidat a également déclaré avoir reçu exceptionnellement de l'Union Européenne l'engagement d'un financement pour cette nouvelle ligne.

Soutenu par Michel Fontaine, président de la Civis, Didier Robert a fait part de sa volonté de développer l'activité fret. La centaine d'hectares bordant l'aéroport pourraient ainsi accueillir des entreprises spécialisées dans l'agroalimentaire et le transport de marchandises.

Des projets qui pourraient se réaliser si l'aéroport se dotait d'une piste plus grande. S'il était réélu, le président sortant a assuré à Patrick Malet, président du syndicat mixte de Pierrefonds, le financement de l'allongement côté terre de la

piste de 370 mètres pour 70 millions d'euros. En tout, l'aménagement et l'extension de la zone devraient coûter 83 millions d'euros.

Michel Fontaine a également évoqué le projet d'une école tournée vers les métiers de l'aéronautique.
http://www.zinfos974.com/Didier-Robert-Une-nouvelle-compagnie-et-piste-d-atterrissage-pour-Pierrefonds_a92181.html

Environnement



www.lematinal.com

LM ACTUALITÉ

LE MATINAL, PORT-LOUIS, JEUDI 15 OCTOBRE 2015 5

[PROJET MESA]

Maurice accueille un atelier de travail régional technique

Dans le cadre du projet de Surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique (MESA), l'Institut d'océanographie de Maurice (MOI), en tant que centre régional de mise en œuvre, organise depuis lundi un atelier de travail régional technique. Cet atelier pendra fin ce vendredi.

L'atelier comprend deux volets. Le premier est axé sur la formation par rapport à la production de bulletins océanographiques et se tient au Regional Meteorological Training and Research Centre de Vacoas. Une réunion du comité de travail technique au MOI à Quatre-Bornes complètera le programme. L'atelier est destiné à des cadres techniques qui travaillent au Marine Resources Management Service.

Des délégués internationaux des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien, du laboratoire marine de Plymouth au Royaume-Uni, ainsi que des représentants du ministère de l'Economie océanique, des Ressources marines, de la Pêche, des Services maritimes et des Iles, de la Commission de l'Océan Indien, et des Services météorologiques participent à cet atelier. D'autres pays participants sont le Mozambique, le Kenya et la Tanzanie.

Les objectifs de l'atelier régional sont de réunir les cadres techniques responsables du volet 'Gestion de ressources marines' du projet MESA en vue de partager les informations sur le développement et la mise en œuvre du service ; et d'entreprendre une formation sur l'analyse et l'interprétation des données océanographiques pour la production de bulletins à l'échelle nationale.

Le Projet MESA vise à consolider et à étendre les services opérationnels environnementaux offerts dans le cadre du Programme de surveillance africaine de l'environnement pour un développement durable (AMESD) et à accroître son champ d'action, notamment par la prestation de services climatologiques en Afrique.

Le projet MESA se décline en sept actions thématiques visant à soutenir et améliorer la prise de décisions en ce qui concerne la gestion environnementale. La COI a sélectionné l'action thématique 'Gestion marine et côtière' et le MOI est responsable de la mise en œuvre.

Dans le cadre de ce projet, une subvention à hauteur de 1,79 millions euros a été signée en mars 2014 entre le MOI, la Commission de l'Union européenne et l'Union africaine.

Une subvention à hauteur de 1,79 M euros a été signée en mars 2014.

Le Projet MESA vise à consolider et à étendre les services opérationnels environnementaux.

Le réchauffement climatique, un enjeu majeur pour la paix dans le monde

Les changements climatiques et leur corollaire, la réduction des ressources naturelles, constituent une "menace pour la paix" qui doit être prise en compte dans les politiques de défense et la sécurité internationale, ont relevé mercredi responsables politiques et militaires lors d'une conférence à Paris.

"Le désordre climatique est porteur de désordre sécuritaire", a déclaré Laurent Fabius, à l'ouverture de cette conférence intitulée "Climat et Défense: quels enjeux ?".

"Les sécheresses, les famines, les inondations provoquées par le réchauffement climatique pourraient constituer l'un des facteurs majeurs de déclenchement des conflits pour les générations à venir", a-t-il mis en garde.

Ce réchauffement rendra "plus' rares les ressources vitales que sont la nourriture et l'eau" et donc plus crucial encore le contrôle des terres arables, a souligné le ministre, qui présidera la conférence COP21 sur le climat à Paris en décembre. La préservation des ressources halieutiques est aussi devenue un enjeu majeur de sécurité.

Ces changements "provoqueront (aussi) des départs forcés massifs' de populations, s'il est poursuivi, dans les pays exposés notamment à la montée des océans, avec des "dizaines ou des centaines de millions de déplacés climatiques" en perspective, selon lui. Les scientifiques n'ont pas pour l'heure trouvé de "modèles théoriques" expliquant comment de tels dérèglements peuvent conduire à des conflits.

"Soyons prudents, mais il me semble assez manifeste que le changement climatique et les phénomènes climatiques extrêmes qui se multiplient jouent au minimum un facteur aggravant et parfois déclencheur de conflits", a souligné Nicolas Hulot. –AFP

OSMOSe

POLLUTION

Pistes pour une meilleure gestion des déchets

Mieux gérer nos déchets et réduire notre empreinte carbone. Ce sont là des thèmes qui seront abordés par plusieurs experts étrangers qui seront à Maurice à la mi-octobre.

D'ÉMINENTS experts en *smart cities* dont des représentants de la firme IBM et de l'université d'Oxford en Grande Bretagne, sont attendus à Maurice vers la mi-octobre. Ces scientifiques et chercheurs dont la venue est financée par le secteur privé (*voir hors-texte*) ont développé des modèles de *smart cities* à travers le monde et étudient la possibilité d'en mettre d'autres sur pied. Deux problèmes auxquels les concepteurs font face lors de l'élaboration de ce type de projets, c'est le traitement des déchets et l'émission de dioxyde de carbone. Ces experts devraient proposer des solutions.

En 2013, *Low Carbon Building Group* de l'université d'Oxford a développé une plate-forme de données en temps réel de l'utilisation de l'électricité avec la possibilité d'identifier les tendances et habitudes de consommation de la communauté et des individus tant dans les bâtiments commerciaux que domestiques. Ce prototype est une nouvelle génération de plates-formes innovantes qui calculent et mesurent la consommation de l'énergie d'un bâtiment. Ce programme peut même suivre en temps réel la consommation d'énergie et détecter les baisses et hausses dans la demande et de l'offre. Il aide donc à optimiser la consommation et la fourniture d'énergie dans une région précise.

Depuis 2010, la ville d'Oxford réfléchit aux mesures à prendre pour réduire sa consommation énergétique, son empreinte carbone et ses déchets. Plusieurs mesures ont d'ailleurs été prises dans cette ville par rapport au secteur du transport. Pour réduire les émissions de dioxyde de carbone par exemple, l'aménagement de zones piétonnières, l'utilisation de bicyclettes et de véhicules électriques rechargeables grâce à l'énergie solaire, entre autres, ont été préconisées. Depuis, le taux d'émission de dioxyde de carbone (CO_2) n'a cessé de baisser pour atteindre 11 % de moins.

Par ailleurs, la firme IBM, dont le représentant sera aussi à Maurice, a développé plusieurs projets de traitement de déchets dans le monde. IBM tient compte de facteurs précis dont la capacité d'enfouissement, l'utilisation de matières recyclées et le tri des matières organiques afin de réduire la quantité de méthane produit sur les sites d'enfouissement, entre autres.



BEEAMP/IBOOM

Le centre d'enfouissement à Mare-Chicose. La gestion des déchets sera importante lors de l'aménagement des «smart cities».

ZÉRO DÉCHET

IBM favorise les déchets intelligents, c'est-à-dire, l'utilisation des déchets dans la production d'énergie ou même le recyclage et le compostage. Dans certains cas, des initiatives zéro déchet peuvent empêcher des approches alternatives à la valorisation des déchets mais la firme favorise un équilibre et une limitation dans la production et l'utilisation des déchets dans le but de réduire l'enfouissement.

Cette firme mise aussi sur la taxe de la mise en décharge dans les centres d'enfouissement pour décourager la production de déchets solides et leur enfouissement subséquent. Dans certains cas, c'est la population qui paie cette taxe, dans d'autres, ce sont les centres d'enfouissement.

Ce sont là quelques mesures parmi des dizaines d'autres qui seront présentées. Les *smart cities* de Maurice devront s'inspirer de ces idées, qui sont «*smart*» autant dans l'aménagement des villes que dans la gestion intelligente des déchets et de l'émission de CO_2. L'application de ces mesures devront forcément s'accompagner de changements infrastructurels et opérationnels.

Fabrice JAULIM

Profil des experts

PAUL DOHERTY

Paul Doherty est le président et responsable de la direction du groupe *Digit* de la Silicon Valley. Il est un architecte agréé et est un éminent confèrencier. Ses travaux actuels se concentrent sur des *smart cities* aux États-Unis, en Europe, au Moyen-Orient, en Inde, en Asie du Sud-Est et en Chine. Parallèlement, il est le co-fondateur et producteur d'AEC Hackathon qui a été lancé au siège de Facebook dans la Silicon Valley, en novembre 2013.

DR SUBRAMANIAN VADARI :

Dr. Subramanian (Mani) Vadari est le directeur de *Smart Cities Sector Services* et fondateur et président du *Smart Grid Solutions Smart Cities Council USA*. Dr. Subramanian Vadari fournit des solutions à l'industrie énergétique depuis plus de 25 ans en se concentrant sur la transmission, la distribution et les activités liées à la production, le marché de l'énergie, et le *Smart Grid*.

DR ALEXEY ERSHOV:

Il est vice-président des *Smarter Cities Europe*, d'IBM Corporation, d'IBM Europe Headquarters, à Madrid. Il a rejoint IBM en 2004 mais avant cela, le Dr. Alexey Ershov était consultant en gestion chez McKinsey & Company et chercheur à l'université de Harvard. Il a aussi reçu son doctorat en *Elementary Particle Physics* auprès de l'université de Harvard en 2001.

LE PREMIER SOMMET INTERNATIONAL SUR LES SMART CITIES À MAURICE

Le premier sommet de Maurice sur les «smart cities» se tiendra les 14 et 15 octobre. Huit intervenants sont attendus et pas des moindres. Il s'agit de grosses pointures en matière de développement de «Smart Cities» à travers le monde dont Alexey Ershov, le Dr. Subramanian Vadari et Paul Doherty. Leur visite a été rendue possible grâce à Insight Consulting et Event Plannify Ltd qui organisent ce sommet regroupant les secteurs privé et publique. Selon les experts qui seront bientôt sur notre sol, une «smart city» est une des solutions à une situation d'urgence vu le nombre de personnes convergeant vers les milieux urbains. Les villes intelligentes sont en train de devenir une action citoyenne en raison de l'innovation technologique, des besoins sociaux et des besoins gouvernementaux.

Environnement – Un programme pour le développement durable

13.10.2015 | 8:34

Durabilité. C'est le concept que Madagascar, Maurice, l'union des Comores et les Seychelles retiennent pour le programme de développement durable des Nation Unies à l'horizon 2030. « Nous sommes dans la planification, après 2015 puisque l'objectif millénaire du développement ou OMD se termine cette année. », affirme Marcellin Rabeantoandro, secrétaire général du ministère de l'environnement, hier, lors d'un atelier à Ankerana. Madagascar n'a pas atteint les objectifs fixés par la politique du développement de l'OMD. Cette nouvelle politique définit plusieurs enjeux « La protection de la planète, la lutte contre les inégalités et l'élimination de la pauvreté en sont les principaux objectifs », précise Marcellin Rabeantoandro.
Le programme du développement durable des Nations Unies définit dix-sept objectifs contrairement à l'OMD qui n'en a que huit. « L'objectif principal est de vaincre la pauvreté. Pourtant, il faut un échange avec les experts internationaux comme la francophonie pour définir les outils, en vue de mettre en œuvre le programme de développement durable », déclare Marcellin Rabeantoandro.

http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/environnement-un-programme-pour-le-developpement-durable-45354/

SAINT-PIERRE

L'environnement indianocéanique en mutation

Le salon du livre Athéna, sur le thème des mutations du monde, s'est achevé hier à Saint-Pierre. Dans la matinée une table ronde rassemblant géographes, poète, écrivains, journalistes de l'océan Indien s'est tenue sur les « enjeux environnementaux ».

Notre environnement proche ce sont les îles du sud ouest de l'océan Indien. Mais *« l'indianocéanie peut-elle être une plateforme commune, un lien fort entre les populations des îles de l'océan Indien?*, interroge David Lorion, qui animait hier la table ronde sur les « enjeux environnementaux » dans le cadre des mutations du monde. *« Il y a peut-être un fantasme d'une situation idéale où nous aurions la même langue, le même pouvoir d'achat et où nous serions contraints de coopérer au moins économiquement »*, répond Gilbert Ahnee (rédacteur en chef de l'Express de Maurice) en rappelant que les îles sœurs ont eu des destins institutionnels différents depuis 1810.



Michèle Rakotoson, Gilbert Ahnee, René Robert, Claire Karm et Christian Germanaz participaient hier à la table ronde animée par David Lorion sur les enjeux environnementaux. (Photo Yann Huet)

« L'espoir est dans l'homme »

« La Réunion, département français, est dans une situation particulière qui la rend inaccessible », souligne-t-il en évoquant les disparités économiques entre les îles. Il souligne par ailleurs l'opportunité de trouver de nouveaux outils de mesures économiques pour nous rapprocher d'un avenir durable, comme l'indice de progrès véritable, l'indice de développement humain ou de santé sociale, car le PIB ne tient pas compte de la répartition des richesses, du bien-être.

Il ajoute que face aux enjeux du changement climatique, les réticences sur le rêve indianocéanique sont dérisoires. *« Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas nous aimer, de ne pas nous connaître. Nos îles de l'océan Indien seront indianocéaniques ou ne seront pas. Il ne faut pas croire que la plus fortunée restera dans le confort de sa tour d'ivoire. Nous grandirons ou périrons ensemble »* estime-t-il.

Avec le réchauffement climatique, *« l'océan est en train de monter »*, rappelle le géographe René Robert en soulignant que les Maldives, qui font partie des îles Vanille, sont menacées de disparition, tout comme certaines petites îles des Seychelles. Et La Réunion, même si elle est protégée par son relief, ne sera pas épargnée si le niveau de l'eau monte dans des régions urbanisées comme à Saint-Paul. Il va donc falloir trouver rapidement des solutions, et René Robert estime que *« l'espoir est dans l'homme »*. Il cite l'exemple de paysans malgaches qui ont réussi seuls – sans chambre d'agriculture ou DAAF – à passer de la riziculture humide à la riziculture sèche *« alors que tout le monde leur disait qu'ils allaient droit dans le mur »*.

Ce n'est pas Michèle Rakotoson (écrivain, journaliste) qui le contredira, elle qui dit avoir appris en travaillant avec des paysans, qui se mettent à la lombri-culture et à la permaculture, *« que le malheur c'est qu'on ne les écoute pas »*. N'attendant visiblement pas grand-chose des dirigeants *« qui sont en train de piller le pays »*, elle fait partie de ceux dont les initiatives font avancer le pays. Ainsi en 2008, son projet Bokiko à permis de lancer l'édition du livre pour enfant à Madagascar, et pour créer des lecteurs elle a organisé un petit salon du livre qui va tourner dans différentes villes. *« L'aménagement ce n'est pas seulement le territoire, c'est aussi le culturel, l'intellectuel. Et savoir quelle société nous voulons »*, dit-elle.

« Nous n'avons pas abordé la question politique. Mais qu'est-ce qu'on veut pour nos enfants ? On est dans des modes de consommation, presque dans une pensée unique. En novembre, à la COP 21 à paris on va avoir des décisions à prendre », ajoute le géographe Christian Germanaz en soulignant que des paysans trouvent des solutions, que des réseaux de solidarité existent et que le retour au local et au régional semble intéressant.

MOI | Surveillance pour la sécurité et l'environnement

Maurice accueille un atelier de travail régional technique

L'Institut d'océanographie de Maurice (MOI), en ses capacités de centre régional de mise en œuvre, organise actuellement un atelier de travail régional technique jusqu'au 16 octobre, et ce dans le cadre du projet de Surveillance pour l'environnement et la sécurité en Afrique (MESA). L'atelier est destiné à des cadres techniques travaillant au Marine Resources Management Service, en particulier avec des graphiques des zones de pêches potentielles et les paramètres biologiques et océanographiques physiques.

Le premier volet de cette formation est axé sur la formation par rapport à la production de bulletins océanographiques et se déroulera au Regional Meteorological Training and Research Centre, à Vacoas. Une réunion du comité de travail technique au MOI, à Quatre Bornes, complétera le programme. Des délégués étrangers des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI), du laboratoire marin de Playmouth, au Royaume-Uni, ainsi que des représentants du ministère de la Pêche, de la COI et des services météorologiques participent à cet atelier. Le Mozambique, le Kenya et la Tanzanie font partie des pays qui y participent.

Les objectifs de cet atelier régional sont de réunir les cadres techniques responsables du volet "*Gestion des ressources marines*" du projet MESA en vue de partager les informations sur le développement et la mise en œuvre du service, et d'entreprendre une formation sur l'analyse et l'interprétation des données océanographiques pour la production de bulletins à l'échelle nationale.

Le projet MESA se décline en sept actions thématiques visant à soutenir et améliorer la prise de décisions en ce qui concerne la gestion environnementale. La COI a sélectionné l'action thématique "*Gestion marine et côtière*" tandis que le MOI est responsable de la mise en œuvre. Dans le cadre de ce projet, une subvention à hauteur de 1,79 million d'euros a été signée en mars 2014 entre le MOI, la Commission de l'Union européenne et l'Union africaine. Le MESA est financé par le 10e FED de l'UE, avec une enveloppe budgétaire de 37 millions d'euros. Le projet est mis en œuvre par la Commission de l'Union africaine, l'assistance technique internationale, les six centres régionaux de mise en œuvre, EUMETSAT et l'European Commission Joint Research Centre.

Le Mauricien 15/10/2015

Santé

Seychelles NATION

Ouverture officielle du 14ème colloque VIH/hépatites, Océan Indien, Seychelles 2015 : Ciblons l'objectif zéro, même avant 2030 !

14-October-2015



Scientifiques, soignants, organisations gouvernementales, non-gouvernementales et associations de la plateforme indiaocéanique se sont donnés rendez-vous aux Seychelles pour un colloque de haut-niveau. Cette épidémie dans la zone de l'océan Indien est une véritable menace de santé publique, mais pas une fatalité. La cérémonie d'ouverture officielle du 14ème colloque VIH / Hépatites, océan Indien, Seychelles 2015 a eu lieu hier soir au Centre International de Conférences de Victoria, Mahé. Elle a débuté par un spectacle de danse fait sur mesure par le chorégraphe Joël Rose. Ensuite, le Vice-Président, Danny Faure a fait un geste symbolique, en allumant une bougie, en mémoire des personnes décédées du VIH-Sida et des hépatites.

Le président de l'association de Ravane OI, Ronny Arnephy, a fait un discours emprunt d'un certain réalisme. « 14 ans de lutte contre le VIH-Sida, c'est à la fois long pour les malades et les soignants et court, pour les changements d'habitudes et de pratiques, des regards et des stéréotypes », a t-il indiqué.

A titre associatif, Ravane OI fait le plaidoyer pour la région océan Indien. Ce 14ème colloque, est l'occasion de faire le point sur les avancées et les progrès médicaux de la zone. « Soyons solidaires, vigilants et militants », a-t-il ajouté.

Il déplore le manque de visibilité de l'utilisation des fonds versés par les bailleurs dans le cadre de la lutte contre le VIH-Sida et les hépatites. Il a posé la question de la disponibilité du test rapide à orientation et diagnostic et mis en exergue le

processus contraignant et discriminatoire pour les personnes usagers de drogues. Selon lui, la diversité de l'océan Indien est une force humaine, fraternelle et solidaire. C'est avant tout l'amour de l'autre. La fondatrice du colloque régional, le docteur Catherine Gaud, également présidente de l'association RIVE océan Indien, a rappelé que la coopération régionale a commencé depuis 25 ans. Cela fait trois fois en quatorze ans que le colloque se déroule aux Seychelles. Selon elle, les îles doivent être unies pour la solidarité et la fraternité. « L'évolution est meilleure et pire aussi. Nous avons régressé. Nous n'avons plus les crédits pour la coopération océan Indien. Nous avons des ruptures de médicaments pour les soins. La courbe de l'hépatite C est repartie à la hausse avec l'usage des drogues par voie intraveineuse. Le traitement est non appliqué. Les échanges de seringue aux Seychelles n'existent pas. Je suis obligée de souligner ces différents faits. Je le fais, au nom de l'humanité et de l'intérêt de l'autre. Ce qui a de plus beau dans le monde, c'est la vie », a-t-elle partagé. Après son intervention, Mlle Helda Marie a lu un poème en créole seychellois « I letan pour nou viv ek lespwar ». La chargée de mission de la Commission de l'Océan Indien, Mme Fatoumia Bazi, a insisté sur le fait que la lutte contre le VIH-Sida et les hépatites est un enjeu sanitaire, social et économique pour l'océan Indien. « C'est une menace réelle pour notre population, mais pas une fatalité », selon ses propos. Le professeur Sheila Tlou, directrice régionale d'ONUSIDA a commencé son discours ainsi : « L'homme propose et Dieu dispose ». Pour sa part, ce colloque est le meilleur moment pour partager nos expériences et nos succès. Elle estime que les pays de la région océan Indien sont les numéros 1 pour avoir lancé ce type de colloque. Michel Sidibé, le directeur exécutif d'ONUSIDA, au travers d'un message vidéo a salué les efforts menés par les Seychelles et par tous les pays de la zone océan Indien à leur niveau. « Vous avez changé le visage de l'épidémie grâce à votre coopération régionale », a-t-il mentionné.Cette projection a été suivie par un chant de Jean-Marc Volcy, interprétés par Aaron et Sharma. Puis, la ministre de la Santé, Mme Mitcy Larue, a fait son discours et a remercié tous les pays présents, les délégations de la zone océan Indien, les corps diplomatiques, la société civile, tous les partenaires, financeurs et les autres ministres des Seychelles.

« Ce colloque permet à tous de trouver sa place. Nous devons avoir une participation active dans le cadre de la lutte contre le VIH-Sida et les hépatites. Nous devons combler les écarts pour atteindre nos objectifs avant 2030. Echanger, c'est mieux faire face ensemble aux défis quotidiens. Les objectifs du Millénaire n'ont pas tous été atteints. En particulier, l'OMD (Objectif du Millénaire pour le Développement) 6 concernant l'épidémie VIH-Sida. Aux Seychelles, en 2014, 91 nouvelles infections et 19 décès dus au Sida. Il y a une certaine stigmatisation de cette population.

Le virus a changé sa stratégie, nous devons en faire de même. Un monde meilleur sans Sida, c'est zéro nouvelles infections, zéro décès et zéro discrimination. Ciblons l'objectif zero avant 2030 », a-t-elle souligné. La cérémonie s'est clôturée, de façon ludique, sur l'hymne colloquial, « les patients d'abord » de David André. Il rappelle que le Sida ne gagnera pas, si nous joignons nos efforts, nous serons de plus en plus forts.




http://www.nation.sc/article.html?id=247110

Seychelles NATION

4e colloque VIH/hépatites, océan Indien, Seychelles 2015 :L'océan Indien nous sépare et nous unit, l'épidémie aussi

14-October-2015



Les données régionales démontrent que l'épidémie n'est pas terminée dans la zone océan Indien.

Mais, une fenêtre d'opportunité s'ouvre sur 2020. Le 14e colloque VIH / Hépatites, océan Indien, Seychelles 2015 a démarré hier et continuera jusqu'au 15 octobre à l'hôtel Savoy de Beau Vallon. « S'unir pour combler les écarts et arriver à zéro nouvelles infections, zero décès et zéro discrimination », tel est le slogan choisi. Cette manifestation réunie les îles de l'océan Indien. Plus de 300 personnes étaient présentes. Parmi elles, les délégations des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de la Réunion, de Rodrigues et des Seychelles. « Nous sommes vraiment fiers de vous voir ici en grand nombre aux Seychelles. Et en vous regardant, je peux dire, vous êtes tous Seychellois, les amis des Seychelles, de l'océan Indien », a chaleureusement énoncé la ministre de la Santé aux Seychelles, Mme Mitcy Larue. ONUSIDA et la Commission de l'océan Indien (COI) œuvrent ensemble pour donner des moyens d'agir, aux pays de la zone, pour faire face á l'épidémie régionale du VIH et des hépatites. Le 20 mai 2015, au 30ème conseil des ministres de Madagascar, la COI et ONUSIDA ont signé un nouveau protocole d'accord visant la coopération en faveur de la lutte contre le VIH-SIDA dans l'Indianocéanie. Mme Peggy Vidot, secrétaire générale de la Santé aux Seychelles a souligné que ce colloque était

bien l'occasion de faire un point sur l'épidémie du VIH-SIDA. « J'ai la forte conviction que les échanges seront enrichissants, non seulement d'un point de vue scientifique et technique, mais également, culturellement et socialement », a-t-elle partagé.

Selon ses termes, l'éradication de la maladie est en vue. Mais, aux Seychelles, au bout de 10 ans, le bilan est mitigé. C'est un succès pour la réduction de la transmission du VIH de la mère vers l'enfant. Pourtant, l'objectif 6 du Millénaire pour le développement (OMD6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies) ne sera pas atteint. Le nombre de cas de VIH et d'hépatite C continuent à augmenter. Pour atteindre l'objectif '0' nouvelles infections, '0' décès, et '0' discrimination d'ici à 2030, il va falloir redynamiser la stratégie, avoir une approche plus ciblée, savoir dépister, traiter et maintenir les objectifs.

Le Docteur Sheila Tlou, directrice du 'Regional Support Team for Eastern and Southern Africa of UNAIDS (RST/ESA)', a tenu à partager l'expérience du continent africain. De 2000 à 2014, pour l'Afrique subsaharienne, 25.8 millions de personnes vivent avec le VIH. Il y a 1,4 millions de nouvelles infections au VIH, dont 190 000 enfants et 790 000 personnes sont mortes du SIDA en 2014.

« C'est ce que j'appelle l'Apocalypse, si nous continuons dans cette direction. Nous avons fait certaines erreurs, ne faîtes pas les mêmes », a-t-elle précisé.

Aussi, elle note que la couverture antirétrovirale reste faible dans la zone océan Indien. Pour sa part, il est temps d'élever la responsabilité partagée et de diminuer la dépendance des pays de la zone vis-à-vis de l'extérieur pour lutter contre le VIH-SIDA. L'accélération de la réponse face au VIH-SIDA est une fenêtre d'opportunité pour renverser la tendance et atteindre les objectifs de 90% de personnes vivants avec le VIH le savent, 90% des personnes atteintes ont accès au traitement et 90% d'entre elles ont un niveau VIH indétectable dans leur organisme. « Cette année, nous avons invité les maires à ce colloque, la prochaine fois, nous inviterons les médias de la zone océan Indien, car les médias informent et éduquent la population aussi », a-t-elle lancé à l'assistance. Mme Fatoumia Ali Bazi, au nom du secrétaire général de la COI a fait, également, une intervention sur le rôle de la COI dans le contexte de l'épidémie régionale. Elle en a rappelé les trois rôles essentiels. Tout d'abord, plaidoyer auprès des institutions et des Etats. Ensuite, mobiliser les ressources. Enfin, appuyer la société civile. La première partie de ce colloque s'est terminée sur une présentation de la situation de l'épidémie VIH / Hépatites dans les îles de l'océan Indien. De grandes disparités existent entre les îles, que ce soit en termes de moyens humains, financiers et techniques. Une chose est sûre, l'épidémie est là, elle progresse dans toutes les îles, sous différentes formes.

Aux Seychelles, depuis 1987 à 2015, 741 cas de VIH ont été signalés. 294 cas de SIDA recensés. 141 décès du VIH-SIDA. Pour 2015, il y 508 personnes qui vivent avec le VIH. De juin à septembre 2015, il y a eu 75 nouveaux cas de VIH vérifiés et bientôt 91 cas au total, si les chiffres de la semaine dernière se confirment. La tendance est à la hausse aux Seychelles. Depuis, les années 2000, une augmentation insidieuse et persistante demeure au niveau de la population clé des personnes usagers des drogues dures par voie intraveineuse.

Comme l'a si bien rappelé le Docteur Sheila Tlou : « Oui, nous pouvons réussir ensemble à mettre fin au VIH-SIDA d'ici 2030 ». Cela tient à chaque individu de chaque île d'être responsable de sa santé et de celle de sa communauté. Donc, se faire dépister, se faire traiter et maintenir sa santé malgré la maladie est de la responsabilité de chacun d'entre nous.L'océan Indien nous sépare et nous unit, l'épidémie aussi Les données régionales démontrent que l'épidémie n'est pas terminée dans la zone océan Indien. Mais, une fenêtre d'opportunité s'ouvre sur 2020. Le 14e colloque VIH / Hépatites, océan Indien, Seychelles 2015 a démarré hier et continuera jusqu'au 15 octobre à l'hôtel Savoy de Beau Vallon. « S'unir pour combler les écarts et arriver à zéro nouvelles infections, zero décès et zéro discrimination », tel est le slogan choisi. Cette manifestation réunie les îles de l'océan Indien. Plus de 300 personnes étaient présentes. Parmi elles, les délégations des Comores, de Madagascar, de Maurice, de Mayotte, de la Réunion, de Rodrigues et des Seychelles. « Nous sommes vraiment fiers de vous voir ici en grand nombre aux Seychelles. Et en vous regardant, je peux dire, vous êtes tous Seychellois, les amis des Seychelles, de l'océan Indien », a chaleureusement énoncé la ministre de la Santé aux Seychelles, Mme Mitcy Larue. ONUSIDA et la Commission de l'océan Indien (COI) œuvrent ensemble pour donner des moyens d'agir, aux pays de la zone, pour faire face á l'épidémie régionale du VIH et des hépatites. Le 20 mai 2015, au 30ème conseil des ministres de Madagascar, la COI et ONUSIDA ont signé un nouveau protocole d'accord visant la coopération en faveur de la lutte contre le VIH-SIDA dans l'Indianocéanie. Mme Peggy Vidot, secrétaire générale de la Santé aux Seychelles a souligné que ce colloque était bien l'occasion de faire un point sur l'épidémie du VIH-SIDA. « J'ai la forte conviction que les échanges seront enrichissants, non seulement d'un point de vue scientifique et technique, mais également, culturellement et socialement », a-t-elle partagé. Selon ses termes, l'éradication de la maladie est en vue. Mais, aux Seychelles, au bout de 10 ans, le bilan est mitigé. C'est un succès pour la réduction de la transmission du VIH de la mère vers l'enfant. Pourtant, l'objectif 6 du Millénaire pour le développement (OMD6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies) ne sera pas atteint. Le nombre de cas de VIH et d'hépatite C continuent à augmenter. Pour atteindre l'objectif '0' nouvelles infections, '0' décès, et '0' discrimination d'ici à 2030, il va falloir redynamiser la stratégie, avoir une approche plus ciblée, savoir dépister, traiter et maintenir les objectifs.

Le Docteur Sheila Tlou, directrice du 'Regional Support Team for Eastern and Southern Africa of UNAIDS (RST/ESA)', a tenu à partager l'expérience du continent africain. De 2000 à 2014, pour l'Afrique subsaharienne, 25.8 millions de personnes vivent avec le VIH. Il y a 1,4 millions de nouvelles infections au VIH, dont 190 000 enfants et 790 000 personnes sont mortes du SIDA en 2014. « C'est ce que j'appelle l'Apocalypse, si nous continuons dans cette direction. Nous avons fait certaines erreurs, ne faîtes pas les mêmes », a-t-elle précisé.

Aussi, elle note que la couverture antirétrovirale reste faible dans la zone océan Indien. Pour sa part, il est temps d'élever la responsabilité partagée et de diminuer la dépendance des pays de la zone vis-à-vis de l'extérieur pour lutter contre le VIH-SIDA. L'accélération de la réponse face au VIH-SIDA est une

fenêtre d'opportunité pour renverser la tendance et atteindre les objectifs de 90% de personnes vivants avec le VIH le savent, 90% des personnes atteintes ont accès au traitement et 90% d'entre elles ont un niveau VIH indétectable dans leur organisme. « Cette année, nous avons invité les maires à ce colloque, la prochaine fois, nous inviterons les médias de la zone océan Indien, car les médias informent et éduquent la population aussi », a-t-elle lancé à l'assistance.

Mme Fatoumia Ali Bazi, au nom du secrétaire général de la COI a fait, également, une intervention sur le rôle de la COI dans le contexte de l'épidémie régionale. Elle en a rappelé les trois rôles essentiels. Tout d'abord, plaidoyer auprès des institutions et des Etats. Ensuite, mobiliser les ressources. Enfin, appuyer la société civile. La première partie de ce colloque s'est terminée sur une présentation de la situation de l'épidémie VIH / Hépatites dans les îles de l'océan Indien. De grandes disparités existent entre les îles, que ce soit en termes de moyens humains, financiers et techniques. Une chose est sûre, l'épidémie est là, elle progresse dans toutes les îles, sous différentes formes. Aux Seychelles, depuis 1987 à 2015, 741 cas de VIH ont été signalés. 294 cas de SIDA recensés. 141 décès du VIH-SIDA. Pour 2015, il y 508 personnes qui vivent avec le VIH. De juin à septembre 2015, il y a eu 75 nouveaux cas de VIH vérifiés et bientôt 91 cas au total, si les chiffres de la semaine dernière se confirment. La tendance est à la hausse aux Seychelles. Depuis, les années 2000, une augmentation insidieuse et persistante demeure au niveau de la population clé des personnes usagers des drogues dures par voie intraveineuse. Comme l'a si bien rappelé le Docteur Sheila Tlou : « Oui, nous pouvons réussir ensemble à mettre fin au VIH-SIDA d'ici 2030 ». Cela tient à chaque individu de chaque île d'être responsable de sa santé et de celle de sa communauté. Donc, se faire dépister, se faire traiter et maintenir sa santé malgré la maladie est de la responsabilité de chacun d'entre nous.

http://www.nation.sc/article.html?id=247109

Tourisme

JEUNE AFRIQUE

Tourisme : Maurice, destination vanille

15 octobre 2015



Depuis l'arrivée des vacanciers chinois et indiens, il souffle un vent d'optimisme sur le secteur du farniente. Qui songe à proposer un label regroupant les offres de plusieurs îles.

Dans son grand bureau à la vice-présidence, Charles Gaëtan Xavier-Luc Duval arbore un sourire épanoui. Il vient de prendre connaissance des derniers chiffres de fréquentation touristique pour le mois de juillet, publiés par Statistics Mauritius : près de 17 % d'augmentation par rapport au mois de juillet 2014. « Nous sommes en passe d'atteindre notre objectif : lisser la fréquentation sur l'année pour ne plus connaître de basse saison », exulte Duval, qui est également ministre du Tourisme.

La défection des pays européens, habituellement pourvoyeurs de touristes, avait

en effet valu à ce dernier plusieurs années de déclin
Un résultat obtenu grâce aux contingents de touristes chinois et indiens. Avec une hausse respective de 47 % et 12 % au cours des douze derniers mois, les voyageurs de ces deux marchés émergents font plus que soutenir la croissance du secteur. La défection des pays européens, habituellement pourvoyeurs de touristes, avait en effet valu à ce dernier plusieurs années de déclin.

L'augmentation globale de 10 % en volume durant les huit premiers mois de 2015 remet la destination mauricienne sur la voie de la convalescence, même si, en valeur, les recettes de la filière restent inférieures à celles de la même période en 2014. Aussi les autorités et les professionnels réfléchissent-ils aux actions à mener pour consolider un secteur qui demeure vital pour l'économie nationale dans un contexte de plus en plus concurrentiel.

« Après plusieurs années passées dans le formol », pour reprendre la formule d'un hôtelier local, l'idée d'un label qui regrouperait les offres des différentes destinations de la région refait donc surface. Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) depuis 2012 et grand promoteur de ce projet, est confiant. Il veut croire que l'accord signé en mai par les quatre compagnies aériennes nationales des États membres (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, auxquels s'ajoute La Réunion) permettra enfin la création de cette Alliance Vanille, qu'il appelle de ses vœux.

Jean Claude de l'Estrac espère, à terme, voir naître une compagnie low cost

capable d'assurer des vols quotidiens sur le marché intérieur

« Il faut vendre la région comme une destination globale disposant de quatre portes d'entrée [Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles] et, pour cela, nous devons améliorer les liaisons aériennes dans la sous-région et avec le reste du monde », estime Jean Claude de l'Estrac, qui espère, à terme, voir naître « une compagnie low cost capable d'assurer des vols quotidiens sur le marché intérieur ». Ce futur Air Vanille présenterait un double avantage : doper une fréquentation touristique qui, malgré le potentiel unique des îles, représente au mieux 0,05 % du marché mondial et relancer des compagnies nationales en grande difficulté.

En attendant que ces dernières s'accordent pour qu'une filiale commune déploie ses ailes, les gouvernements montrent l'exemple. « Nous souhaitons rassembler nos moyens pour assurer une présence commune à l'international, notamment lors des grands salons touristiques européens », annonce Xavier-Luc Duval. « Espérons que cette initiative ne se réduira pas à un simple concept de marketing… », souffle un expert de la Banque mondiale.

http://www.jeuneafrique.com/mag/269349/economie/tourisme-maurice-destination-vanille/

Biodiversité



s.mu L'express 12/10/15

FAUNE ET FLORE

Nouvelle loi pour protéger les espèces endémiques

Outre l'interdiction de vendre des espèces protégées, d'autres mesures seront promulguées en vue de préserver la biodiversité locale.

L'île de la Passe, une des réserves naturelles dédiées à la conservation. Elle sera aussi utilisée pour éduquer le public.

UNE amende ne dépassant pas Rs 100 000 et une peine d'emprisonnement n'excédant pas cinq ans. C'est ce que réserve la nouvelle loi aux braconniers et à ceux qui ne respectent pas la faune et la flore locale. C'est ce mardi que le *Native Terrestrial Biodiversity and National Parks Bill* sera présenté au Parlement en première lecture.

Cette loi, aussitôt votée, remplacera le *Wildlife and Natural Parks Act* qui semble avoir fait son temps. Ce projet de loi a comme objectif de préserver la biodiversité locale, notamment la surveillance du commerce des espèces en danger qui sont placées sur la liste rouge des instances internationales.

Le *Native Terrestrial Biodiversity and National Parks Bill* interdira au public de prélever des espèces protégées dans les réserves naturelles. Il sera également défendu de commercialiser ou de vendre des animaux ou des plantes que le ministère de l'Agro-industrie a classifiés comme étant protégés.

En outre, même pour l'élevage ou la culture des espèces en danger, il faudra une permission tout comme l'exportation de nos animaux endémiques.

D'autre part, depuis quelque temps, des espèces invasives comme le gecko de Madagascar et le perroquet indien ont commencé à coloniser l'habitat naturel des animaux et de plantes endémiques. Aussitôt la loi votée et promulguée, un *Invasive Alien Species Commitee* fera des recommandations au ministère pour prendre les mesures nécessaires.

Ce comité devra aussi établir une liste d'animaux et de plantes qui seront interdits à l'importation. Et même pour importer des animaux protégés par des organisations internationales, il faudra l'aval du gouvernement.

Cette loi fait également provision pour la création et la protection de réserves naturelles. Trois types des réserves naturelles seront délimités : celles dites fermées telles que l'Île aux Fous, l'Îlot Vacoas, Pigeon Rock et Rocher des Oiseaux qui seront dédiées à la conservation. Il y aura aussi les réserves ouvertes, comme l'Île de la Passe qui seront non seulement consacrées à la conservation mais serviront aussi à éduquer la population.

La nouvelle loi donne par ailleurs le droit au ministère de décréter des propriétés privées comme des réserves, même si le titre de propriété demeurera aux propriétaires. Pour tout développement sur ces réserves, il faudra ainsi obtenir l'autorisation du gouvernement.

Patrick ST PIERRE

ALLÉGATIONS

Connectivité numérique



Connectivité

Le nouveau câble sous-marin modifiera le paysage Internet

Le nouveau câble qui connectera Maurice et Rodrigues à l'Europe aura une capacité qui se comptera par térabits. Il sera géré par une entité indépendante qui garantira l'accès libre aux opérateurs et fournisseurs d'accès internet.

La bande passante se mesurera bientôt en térabits. C'est ce que laisse entendre une source officielle du ministère des Tic. L'installation d'un troisième câble à fibre optique sous-marin vise à améliorer la connectivité, mais également à faire baisser les coûts. Le gouvernement sera un acteur majeur dans sa gestion et assurera un accès libre aux opérateurs. Toutefois, dans le secteur, on souligne qu'il faudra s'assurer que le réseau de distribution vers les consommateurs soit à la hauteur.

Des deux câbles existants, le SAFE offre une connexion de 440 gigabits/seconde et le LION une connexion de 1,28 térabit. Le troisième câble devrait offrir une vitesse de connexion supérieure aux deux autres, à la fois à Maurice et à Rodrigues. Au ministère des Tic, on affirme qu'il devrait permettre au secteur de se lancer dans la création de 'disaster recovery centres', le 'cloud computing' et l'outsourcing des activités financières et comptables.

« Les besoins du secteur se chiffrent-ils en térabits ? » se demande Didier Samfat, spécialiste du secteur. Il est sceptique. D'autant, souligne-t-il, que certains foyers ont des connexions de 10 mégabits/seconde. D'autre part, poursuit notre interlocuteur, ce n'est pas tout d'ouvrir la bande passante au niveau international. Il faut que la connexion vers les utilisateurs soit également améliorée. « C'est un progrès positif, mais c'est comme ci on avait un grossiste uniquement. Sans les petites camionnettes pour la distribution, l'impact est moindre. Reste à savoir comment acheminer le produit vers le consommateur. Il n'y a pas suffisamment d'information sur cet aspect », indique le spécialiste des Tic.

FINI LE MONOPOLE

Au ministère des Tic, on explique toutefois que la distribution se fera de manière différente. Une entité indépendante sera créée pour gérer le câble dans lequel le gouvernement aura un rôle prépondérant. Cet organisme proposera ses services aux Internet Service Providers (ISP) et aux opérateurs du secteur Tic/BPO indistinctement. « Il n'y aura plus de monopole », affirme notre source. « Le gouvernement sera actionnaire de la nouvelle entité, mais les opérateurs internationaux et locaux y auront libre accès. Il n'y aura pas de limites sur le nombre d'opérateurs. » D'où l'Expression Of Interest international lancé.

TÉRABIT : terme utilisé en informatique pour mesurer la vitesse de transmission de données numériques. Un térabit équivaut à mille gigabits.

Une approche qui va changer la donne quand on sait que Mauritius Telecom a le monopole sur le câble SAFE et qu'Emtel a des intérêts dans LION. C'est sur cette impulsion que comptent les autorités pour faire baisser davantage les prix.

Ce nouveau câble devrait aussi permettre à d'autres pays de l'océan Indien de se connecter. Des études menées par la Commission de l'océan Indien (COI) sur la connexion de Maurice, La Réunion et Madagascar à l'Europe à travers l'Afrique du Sud pourraient être prises en considération par le gouvernement. L'intention est de travailler en synergie avec la COI.

Ronnie Antoine
ronnie@defimedia.info